

LA LETTRE DU HERISSON



bimensuel n° 87

15 avril

1988

sommaire

EDITORIAL	Ours et présidentielle	P. 3 à 5
1000 CEE	Bruges 18 et 19 Mars	P. 5 - 6
	Discours de M. Pierre DELACROIX	P. 6 à 11
	Opération 1000 CEE : bilan pour la Wal- lonie	P.12 à 14
AEE	Le BEE tire les lères conclusions	P.15 - 16
POLLUTION	Prévention énergétique	P.16
	Récupération des vieux papiers	P.16
LEGISLATION	P.17
CHASSE	Congrès annuel des chasseurs	P.18
TRANSPORTS	A.G. de la FNAUT	P.19
JUSTICE	Condamnation en correctionnelle	P.19 - 20
AGRICULTURE	L'Espace Rural dans l'impasse	P.20 - 21
MANIFESTATIONS	Les régions de montagne	P.21
EAU	L'eau a besoin de l'homme	P.21
PUBLICATIONS	P.21
MILIEU NATUREL	Souscription patrimoine Hautes-Vosges .	P.22
VIE ASSOCIATIVE	Prix aigrette et surmulot	P.22
FORMATION	Week-end sur l'eau	P.22

COTISATIONS : ATTENTION

DANS LA LETTRE DU HÉRISSEON N° 85 DU 15 MARS 1988 - SPÉCIAL COTISATIONS - UNE ERREUR S'EST GLISSÉE À LA PAGE 5 : AU PARAGRAPHES "ASSOCIATIONS CORRESPONDANTES", LA COTISATION ANNUELLE FORFAITAIRE S'ÉLÈVE À 900 F (ET NON 600 F COMME IL ÉTAIT INDICÉ).

MERCI DE NOUS EN EXCUSER.

La Lettre du Hérisson est la publication bimensuelle de la Fédération Française des Sociétés de Protection de la Nature et de l'Office des Nouvelles Internationales.

Directeur de la publication : M. Y. BENASSI

Responsables de la publication: P. DELACROIX et J. BENARD

Secrétaire de rédaction : Sophie CHALANDRE

Secrétariat : Jeanine LOISEAUX - Carmen GONZALEZ

Maquette : Jean Yves FOISNON

Impression: OFFICE DES NOUVELLES INTERNATIONALES- 8, villa des Fleurs - 92400 COURBEVOIE.

OURS ET PRESIDENTIELLE

L'Ours brun est sans doute, des grands mammifères sauvages de France, le plus menacé. Il était donc normal que le Groupe Ours interroge ceux qui, souhaitant assumer la magistrature suprême, seraient s'ils étaient élus, garants du patrimoine naturel national.

Le maintien ou la disparition de l'ours brun, élément prestigieux de notre patrimoine naturel, dépend en effet de décisions politiques qui ne peuvent qu'être prises au plus haut niveau.

Lancé en 1984, pour bonne part grâce à une pression associative, le Plan Ours n'a pu être complètement appliqué. Si l'aide au pastoralisme, si la sensibilisation et l'information (grâce au relais associatif), ont été menées dans de bonnes conditions, il faut bien constater que l'ours brun, espèce protégée, ne bénéficie toujours pas aujourd'hui de conditions de vie permettant son maintien voire la restauration de ses effectifs qu'elle soit ou non assistée.

Faute que les élus locaux aient accepté de s'engager sur le long terme, par suite de la réticence de certains services régionaux ou locaux de l'Etat, englués dans l'obsession de l'aménagement-à-tout-prix, l'ours brun ne dispose toujours pas des zones de tranquillité qui lui sont nécessaires.

La crédibilité des élus pyrénéens, celle de l'Etat et de son Chef en matière de conservation et de transmission de notre patrimoine naturel est donc en jeu.

C'est pourquoi les candidats à la Présidence de la République, alors déclarés, ont été questionnés le 19 février 1988 pour savoir :

- 1° s'ils comptaient poursuivre et développer le Plan Ours engagé en 1984,
- 2° qu'elles étaient les mesures de protection concrètes des zones à ours qu'ils s'engageaient à faire mettre en oeuvre, dès cette année, s'ils étaient élus (1)

Les réponses parvenues au 31 mars sont publiées ci-contre. Au lecteur d'apprécier leur teneur et la signification des absences de réponse.

Jean Pierre RAFFIN
Responsable du Groupe Ours

(1) les mêmes questions ont été posées à M. MITTERRAND le 23 mars.

Antoine WAECHTER

1- Comptez-vous poursuivre et développer le Plan Ours engagé en 1984 ?

"La création du Groupe Ours National nous semble avoir été une initiative importante, puisqu'elle a permis la création d'un courant d'opinion en faveur de la protection de l'ours brun dans les Pyrénées et qu'elle a suscité le lancement par les pouvoirs publics d'un plan ours.

Comme souligné, ce plan a eu pour effet de développer un aspect sensibilisation-information, en particulier en direction des professionnels concernés : sensibilisation au problème; formation aux débardage par câble par les forestiers; mise en place d'un réseau d'observateurs (une soixantaine) sur l'ensemble de la chaîne (formation de techniciens à la reconnaissance des traces d'ours, mise en évidence par ce biais des zones encore habitées); sensibilisation auprès des bergers et remboursement des dégâts d'ours.. Il semble qu'aujourd'hui, les élus locaux et les habitants du Pays d'Aspe commencent à prendre conscience de l'intérêt d'une protection, tant sur le plan de la sauvegarde des espèces qu'en terme de valorisation touristique (création d'une image: "le pays de l'ours").

L'apparition de cette volonté politique locale est essentielle, car elle conditionne la réussite de toute mesure susceptible d'être mise en oeuvre. Il reste qu'aujourd'hui, la sauvegarde de l'ours brun dans les Pyrénées (et nous pensons bien entendu que cette sauvegarde doit se faire) passe par la mise en place de mesures complémentaires indispensables ; qui dépassent le cadre de la sensibilisation des acteurs.

De nombreux spécialistes considèrent en effet qu'au-dessus d'un seuil de population inférieur à une cinquantaine d'individus, la survie de l'espèce n'est guère possible. Or il reste aujourd'hui sur les Pyrénées une dizaine d'individus, avec de plus des tranches d'âge non représentées (présence essentiellement de jeunes de 3-5 ans et d'animaux âgés) et un sex-ratio déséquilibré.

Deux points nouveaux nous semblent, donc à proposer pour l'avenir :

- la réintroduction d'animaux (issus d'Europe de l'Est - même espèce), permettant un repeuplement indispensable;

- la création de conditions favorables à leur développement : aires ou systèmes de nourrissage en particulier (étant entendu que deux conditions sont essentielles à la reproduction de l'ours: tranquillité et présence de nourriture)."

2- Quelles sont les mesures de protection concrètes des zones à ours que vous vous engagez à mettre en oeuvre dès 1988, si vous êtes élu?

"La mise en place de zones de tranquillité constitue un axe essentiel de la protection de l'espèce.

Il faut donc au minimum :

- limiter les coupes forestières (avec indemnisation des élus par rapport au manque à gagner induit);

- fermer, autant que faire ce peut, la circulation sur les pistes forestières - hormis aux bergers (or, aujourd'hui encore, de nouvelles pistes continuent d'être ouvertes).

Ces règles générales doivent s'accompagner d'une politique de classement des zones à ours.

Une partie du Parc National (secteur du col du Somport) va faire l'objet d'un déclassement pour permettre la création d'un domaine skiable de fond. Nous proposerions donc les mesures suivantes :

- le classement en Parc National de la zone à ours (zone forestière) aujourd'hui exclue du Parc en contrepartie du déclassement à venir ;

- dans un second temps, un classement en Réserve Naturelle (comme c'est le cas en Yougoslavie) permettant une protection beaucoup plus totale de la zone."

ANDRE LAJOINIE

"C'est avec attention que j'ai pris connaissance de votre courrier relatif à la sauvegarde des ours bruns.

Je partage votre souci et la position de ceux qui considèrent toutes les formes de vie comme un patrimoine essentiel.

L'ours brun, espèce menacée, mérite d'être plus efficacement protégé.

Le plan-ours de 1984 représente en effet une base de travail intéressante. S'il est positif sur son principe, il semble cependant qu'il ait grand besoin d'être précisé quant aux moyens à mettre en oeuvre et aux dispositions concrètes à retenir pour conjuguer la conservation de l'espace et les autres impératifs du massif pyrénéen.

Qu'elles que soient les responsabilités qui me seront confiées, je suis à la disposition de tous les partenaires concernés par cette action pour déterminer les mesures susceptibles d'apporter une réponse à cette double préoccupation.

Je ne pense pas, en effet, que l'édiction de dispositions arrêtées arbitrairement puisse constituer une bonne réponse.

En revanche, si les améliorations nécessaires au plan de 1984 supposent des décisions budgétaires, législatives ou réglementaires, je m'efforcerai de les faire prendre en compte par l'Etat.

En espérant avoir répondu à votre attente et restant à votre disposition, je vous prie de croire, Monsieur, à l'expression de mes sentiments distingués."

Jacques CHIRAC

"C'est avec beaucoup d'attention que j'ai pris connaissance de votre courrier et je tiens à vous en remercier personnellement.

Le groupe que vous présidez s'attache à sauvegarder et développer la petite population d'ours qui subsiste dans les Pyrénées françaises.

Je partage bien entendu entièrement, et je me suis souvent exprimé sur ce point, votre souci de préserver le patrimoine commun que constituent toutes les espèces animales et végétales de notre pays. L'ours, parce que sa population a décru au point de se rapprocher du seuil critique, mais aussi à cause de la valeur symbolique que prend dans l'opinion publique cet animal prestigieux, est sans doute celle de nos espèces qui mérite la plus grande attention.

Une action résolue a été conduite pour réduire autant que possible les atteintes portées à l'ours, à son milieu et à ses conditions de vie. Des moyens financiers non négligeables ont été mobilisés, et un dispositif adapté a été mis en place pour coordonner l'action des représentants de l'Etat, des collectivités locales et des associations.

Ces actions ont porté leurs fruits : les éleveurs, convenablement indemnisés et aidés dans leur activité, sont aujourd'hui devenus des amis de l'ours qu'ils craignaient autrefois. Aucune route ou piste forestière importante n'a plus été ouverte en forêt, alors que chacun convenait que la fréquentation induite par ces routes était la cause principale du dérangement des ours, et de son faible taux de reproduction. Mieux, la fermeture de routes et pistes existantes a été entreprise. Ces interventions, jointes aux initiatives positives prises par les chasseurs, ont mis fin aux dégradations du milieu et des conditions de vie de l'ours. Mieux, celles-ci commencent à s'améliorer.

Je sais pourtant que la population d'ours des Pyrénées stagne encore à des niveaux très faibles. Il faudra donc poursuivre et amplifier l'effort dans deux directions.

D'abord, en garantissant à long terme les acquis de ces dernières années, sous la forme d'un dispositif de protection pérenne des zones essentielles pour la vie de l'ours.

Ensuite, en étudiant si des mesures plus positives en faveur de cette espèce, dans des conditions analogues à ce qui a pu être fait dans d'autres pays (nourrissage) ou pour d'autres espèces (soutiens d'effectif), ne seraient pas susceptibles de conforter la population pyrénéenne d'ours.

Maintenir et restaurer dans les Pyrénées une population viable d'ours est un objectif qui ne peut laisser indifférent quiconque a du respect pour le patrimoine naturel. Je suis, pour ma part très attaché à ce que les premiers résultats obtenus soient confortés et amplifiés.

Soyez sûr de ma détermination.

Je vous prie de croire, Monsieur le Président, en l'assurance de mes sentiments les meilleurs."

La lettre de M. Jacques CHIRAC appelle les re-
marques suivantes :

- en 1986-87 a été réalisée en zone forestière à ours la nouvelle route de l'Hospice de France (vallée de la Pique, Haute Garonne) d'une emprise d'environ 7 m de large pour "une chaussée réduite de 3,5 à 5 mètres de large, permettant toutefois l'exploitation forestière". Cette route permettra des aménagements touristiques lourds dont on commence à parler dans le Luchonnais, aménagements qui seraient implantés au coeur d'une zone à ours.

- depuis 1984 (lancement du Plan Ours), il n'y a pas eu, en zones à ours, de fermeture de routes et pistes existantes".

- les "initiatives positives prises par les chasseurs" (sans doute est-il fait allusion, ici, aux suggestions aux organisations cynégétiques de mettre en réserves de chasse les zones à ours) ne sont actuellement que des projets.

1000 C.E.E



BRUGES : 18 ET 19 MARS 1988

PREMIERE EVALUATION DE L'OPERATION 1000 CEE

UN AN DEJA !

A l'occasion de la clôture de l'Année Européenne de l'Environnement, le Comité belge a organisé une réunion à Bruges, les 18 et 19 Mars dernier afin de procéder à une première évaluation.

Les quatre pays ayant repris la dynamique ont pu y présenter les résultats de cette première année de marche.

Le projet initié par la Fédération Française des Sociétés de Protection de la Nature a trouvé dans les trois autres pays un répondant incontestable :

- 36 chartes signées en Espagne
- 16 chartes en Flandre
- 11 chartes en Wallonie

La France pouvait présenter un bilan encourageant :

- 8 chartes signées avec des villes de taille fort différente allant de Trémaouezan à Grenoble.
- près d'une centaine de communes allant s'engager très prochainement dans les mois qui suivent.

- d'ici la fin de l'année, ou évalué à au moins 135 communes qui seront engagées dans une charte.

Nous avons eu le plaisir de constater que l'Italie avait rejoint notre opération: 2 chartes y ont été signées.

Par ailleurs étaient présents des représentants d'associations néerlandaise, galloise et grecque.

La réunion a permis à des orateurs de choix de s'exprimer et tout particulièrement :

- . M. VAN DEN ABEELE, Président du Comité belge de l'Année Européenne de l'Environnement.

- . Mme SMET, Secrétaire d'Etat à l'Environnement et L'Emancipation Sociale.

- . M. TOINT, Président d'Inter-Environnement Wallonie.

- . Et bien sûr, notre Président, M. Pierre DELACROIX à qui revenait l'honneur d'ouvrir et de clôturer le débat.

La coopération élus- associations de protection de la nature est une réalité. Il ne tient qu'à nous, qu'à vous, de faire en sorte qu'elle se poursuive, se développe et s'enrichisse.

La FFSPN a mis en place une structure pour vous aider. L'opération "1000 Communes" ne se substitue pas à vos projets, et actions, elle peut les accompagner.

Xuan Thao DO KHAC

LH DU 15 AVRIL 1988

DISCOURS DE MONSIEUR PIERRE DELACROIX
PRÉSIDENT DE LA F.F.S.P.N.
BRUGES, LE 17 MARS 1988

MADAME LE MINISTRE,
MONSIEUR LE BOURGMESTRE,
MONSIEUR LE PRÉSIDENT,
MESDAMES, MESSIEURS,

AU NOM DE LA FÉDÉRATION FRANÇAISE DES SOCIÉTÉS DE PROTECTION DE LA NATURE ET DE TOUTES LES ASSOCIATIONS FRANÇAISES QUI LA COMPOSENT, JE REMERCIE TRÈS VIVEMENT LE COMITÉ BELGE POUR L'ANNÉE EUROPÉENNE DE L'ENVIRONNEMENT D'AVOIR PRIS L'INITIATIVE STIMULANTE POUR NOUS DE CETTE RÉUNION CONSACRÉE À L'OPÉRATION "1000 COMMUNES POUR L'ENVIRONNEMENT EUROPÉEN".

MERCI ÉGALEMENT À LA MUNICIPALITÉ DE BRUGES D'AVOIR BIEN VOULU NOUS ACCUEILLIR DANS SON CADRE MERVEILLEUX POUR UN DÉBAT DONT ELLE ILLUSTRE SI SUPERBEMENT LES ENJEUX.

MERCI À LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES QUI ONT CONTRIBUÉ À CETTE RÉUNION, ET DONT LE SOUTIEN À L'OPÉRATION "1000 CEE" EST POUR NOUS ESSENTIEL.

MERCI AUX ASSOCIATIONS D'ÉLUS DE PLUSIEURS PAYS, ET AUX ÉLUS EUX-MÊMES QUI SONT ICI LES TÉMOINS DE L'ATTENTION PORTÉE PAR LES COLLECTIVITÉS À NOTRE ACTION .

NOS REMERCIEMENTS VONT ÉGALEMENT AUX ASSOCIATIONS QUI ONT ACCEPTÉ CE NOUVEAU TYPE D'ENGAGEMENT POUR LA PROTECTION DE LA NATURE.

ENFIN, COMMENT NE PAS ADRESSER UN MERCI TOUT PARTICULIER À CES DEUX CHEVILLES OUVRIÈRES QUI SONT NOS RELAIS EUROPÉENS DEPUIS DES ANNÉES ET QUI CONJUGENT SI BIEN EFFICACITÉ ET BONNE HUMEUR- J'AI NOMMÉ RAYMOND VAN ERMEN ET HUBERT DAVID.

A TOUS DONC, UN GRAND MERCI !

IL M'ÉCHOIT L'HONNEUR D'OUVRIR CETTE RÉUNION, PUISQUE C'EST LA FÉDÉRATION FRANÇAISE DES SOCIÉTÉS DE PROTECTION DE LA NATURE QUI A ÉTÉ L'INITIATRICE DE L'OPÉRATION "1000 CEE". IL ME REVIENDRA D'EN TIRER LES CONCLUSIONS. J'AI SOUHAITÉ, DANS CETTE INTRODUCTION AU DÉBAT, NE PAS ALLER TROP AVANT DANS LES POINTS DE VUE TECHNIQUES TROP PRÉCIS ET DANS LES PROPOSITIONS QUE NOUS CROYONS UTILES DE PRÉSENTER AUX PARTICIPANTS. IL NOUS SEMBLE QUE CELA S'INSÉRERA PLUS LOGIQUEMENT DANS LES CONCLUSIONS GÉNÉRALES DE CE COLLOQUE. PAR CONTRE, IL NOUS A PARU IMPORTANT, EN OUVRANT CETTE RÉUNION, DE RAPPELER LES ORIGINES ET L'ESPRIT QUI ONT GUIDÉ NOTRE DÉMARCHE, TOUT AU LONG DE LA PHASE INITIALE DU PROJET, DEVENU AUJOURD'HUI RÉALITÉ.

IL NE DOIT PAS NOUS ÉCHAPPER NON PLUS QUE CETTE RÉUNION EST UNE ÉTAPE, À LA FOIS FIN ET COMMENCEMENT : FIN DE L'A.E.E., MAIS SURTOUT COMMENCEMENT DE LA PHASE OPÉRATIONNELLE, JE N'OSE DIRE DE CROISIÈRE, DES "1000 CEE". NOTRE TRAVAIL SERA DONC TOUT À LA FOIS UN BILAN MAIS UNE INTRODUCTION. UNE LONGUE ROUTE RESTE À FAIRE. À VRAI DIRE, NOUS L'ESPÉRONS LONGUE PARCE QUE CHARGÉE D'AVENIR. "MILLE COMMUNES POUR L'EUROPE", PENSIONS-NOUS EN RÉDIGEANT LE PROJET, CE SERA BEAUCOUP - SI C'EST UN ÉCHEC. CE SERA UN DÉBUT - SI CELA MARCHE. NOUS VOULONS ÉCARTER TOUT TRIOMPHALISME, MAIS NOUS AVONS CEPENDANT L'IMPRESSION QUE LA ROUTE EST BONNE, QUE LE CHOIX EST BÉNÉFIQUE.

Nos associations sont dites "DE PROTECTION DE LA NATURE" ENCORE FAUT-IL S'ENTENDRE SUR LE TERME. PUISQU'AUJOURD'HUI DANS NOS PAYS EUROPÉENS, LA NATURE STRICTO SENSU A DISPARU, SOUS LES MULTIPLES INTERVENTIONS DE L'HOMME. ET LA NATURE QUE NOUS ADMIRONS, QUE NOUS PROTÉGEONS N'EST - SAUF EXCEPTION - FORMÉE QUE DE MILIEUX NATURELS PATIEMMENT TRANSFORMÉS PAR L'HOMME ET SES TECHNIQUES, JUSQUE ET Y COMPRIS LES FORÊTS ET BON NOMBRE DE ZONES HUMIDES. À Y REGARDER AVEC QUELQUE RECUIL, IL APPARAÎT QUE CETTE TRANSFORMATION S'EST EFFECTUÉE EN 3 ÉTAPES PRINCIPALES.

TOUT D'ABORD UNE LENTE ET TRÈS LONGUE MODIFICATION À UNE ÉPOQUE OÙ LE CARACTÈRE ESSENTIEL EST L'INÉGALITÉ DU RAPPORT DE FORCE, OÙ LES OUTILS DE L'HOMME SONT EN QUELQUE SORTE INFÉRIEURS À LA PUISSANCE DE LA NATURE ET OÙ IL DOIT PAR CONSÉQUENT S'ADAPTER À ELLE. PLUTÔT QUE LA DOMPTER, IL L'APPRIVOISE. CELA N'A PAS EXCLU HIER EN EUROPE TOUT COMME AUJOURD'HUI DANS NOMBRE DE PAYS DU TIERS MONDE, LA CONCRÉTISATION D'ERREURS DRAMATIQUES POUR LES MILIEUX, MALGRÉ LA MODICITÉ DES MOYENS MIS EN ŒUVRE. MAIS LA DOMINANTE DEMEURE DANS CETTE PREMIÈRE PHASE, UNE SUBLILE ADAPTATION DE L'HOMME ET DES MILIEUX, DONT SONT NÉS LES PAYSAGES AGRAIRES ET URBAINS QUI FONT ENCORE NOTRE ADMIRATION. DÉJÀ À PARTIR DU XVII^E SIÈCLE, L'HOMME S'EST MONTRÉ CAPABLE DE PROFONDES TRANSFORMATIONS, COMME EN TÉMOIGNENT D'AILLEURS LES ÉTONNANTES CONQUÊTES DES PAYS DE L'EUROPE DU NORD. MAIS IL FAUT ATTENDRE LE SIÈCLE ET DEMI DE RÉVOLUTION INDUSTRIELLE POUR VOIR MARQUER LES MILIEUX PAR UNE PROFONDE TRANSFORMATION : SIMPLIFICATION, SPÉCIALISATION RÉGIONALES LIÉES À LA GRANDE RÉVOLUTION, CELLE DE L'ÉNERGIE ET DES TRANSPORTS, QUI VA BOULEVERSER EN PROFONDEUR LES PAYSAGES. POURTANT, CEUX-CI VONT SUBSISTER DANS DE VASTES ESPACES, EN EUROPE, QUASIMENT JUSQU'À LA FIN DE LA 2^E GUERRE MONDIALE, OÙ TOUT VA S'ACCÉLÉRER. AUJOURD'HUI, EN UNE GÉNÉRATION, LES PAYSAGES RURAUX ET URBAINS ONT SOUVENT PLUS CHANGÉ QUE PENDANT LES 10 SIÈCLES ANTÉRIEURS. J'AI SOUVENIR, JEUNE SCOUT DE L'APRÈS-GUERRE, DE CONDUIRE DES JEUNES VERS 1950, EN TRAMWAY, DANS LA BANLIEUE BORDELAISE D'OÙ À PEINE UNE HEURE DE MARCHÉ NOUS PLONGEAIT DANS LA FORÊT LANDAISE CLASSIQUE, AUX PORTES DE LA VILLE. IL FAUT POUR CELA AUJOURD'HUI DES HEURES DE BUS À TRAVERS DES PAYSAGES DU MIDDLE WEST FAITS DE MAÏSCULTURE ET DE CAMPS MILITAIRES ENTRE-COUPÉS DE LAMBEAUX DE FORÊTS ALIGNÉES AU CORDEAU, DÉSERTS SILENCIEUX ET VIDES OÙ LA CHIMIE À HAUTE DOSE TUE TOUT CE QUI GÈNE. JE RESENS TRÈS VIVEMENT CE QU'ÉCRIVAIT EN 1968 BERNARD CHARBONNEAU DANS "LE JARDIN DE BABYLONE":

"AU DÉBUT DE L'INDUSTRIE, QUAND LES VILLES SE DRESSAIENT ENCORE DANS LA CAMPAGNE, IL ÉTAIT FACILE D'EN SORTIR. QUAND LE DÉLUGE DES HOMMES ET DES BÂTIMENTS COMMENCE JUSTE À MONTER, QU'IL EST BON DE JOUER SUR LES DEUX TABLEAUX ; DE PROFITER DE L'INDUSTRIE POUR RETOURNER À LA NATURE ! PAS BESOIN DE PRENDRE L'AVION,

AU TERMINUS DES TRAMS ON PEUT ENCORE MARCHER SUR LES PELOUSES. ET LA MACHINE VOUS MÈNE VOUS Baigner DANS LES RIVIÈRES ET DANS LES MERS QUE LA MACHINE N'A PAS ENCORE POLLUÉES. MAIS CE DOUBLE JEU N'A QU'UN TEMPS. AUJOURD'HUI LA VILLE EXPLOSE, ET SES DÉBRIS COUVRENT L'ESPACE. DEMAIN LA VILLE ET LA CAMPAGNE AURONT DISPARU AU MOINS EN EUROPE. IL N'Y AURA BIENTÔT PLUS QU'UNE BANLIEUE TOTALE. ALORS, CHERCHANT L'EAU, L'ESPACE ET LE GIBIER, LES MASSES ET LEURS AUTOS S'ENTASSENT SUR UN ESPACE VERT QUI NE Cesse DE SE RÉTRÉCIR. C'EST AINSI QUE LA MONTAGNE EST PLUS SÛREMENT DÉTRUIT PAR L'INDUSTRIE DE LA NEIGE QUE PAR L'ÉLECTROMÉTALLURGIE. COMMENT SORTIR DE CE CYCLE INFERNAL ? EN TOUT CAS UNE CHOSE EST SÛRE CE SERA CETTE GÉNÉRATION QUI LE TENTERA, OU AUCUNE..."

QUI DE NOUS N'EST FRAPPÉ DES STUPÉFIANTS CHANGEMENTS SURVENUS PARFOIS À QUELQUES MOIS, OU QUELQUES ANNÉES D'INTERVALLE, DANS DES PAYSAGES URBAINS OU RURAUX, DONT LA STABILITÉ ÉTAIT POURTANT LES REPÈRES DE NOTRE VIE ? CE QUE NOUS OBSERVONS LÀ, ET QUI EST DÙ À LA SYNERGIE TERRIFIANTE DE LA PUISSANCE DES OUTILS DE L'HOMME, ET DE LA RAPIDITÉ D'EXÉCUTION EST EN FAIT À L'ORIGINE, POUR UNE BONNE PART, DES PROBLÈMES ACTUELS D'ENVIRONNEMENT. LA LENTEUR MÊME DES ÉVOLUTIONS DU PASSÉ ÉTAIT EN SOI UN CORRECTIF À L'ERREUR. CELLE-CI AUJOURD'HUI EST DIFFICILE À RATTRAPER. COMBIEN DE MILLIERS DE KM DE HAIES DE L'OUEST FRANÇAIS A-T-IL FALLU VOIR ARRACHER, POUR QU'ON RECONNAISSE L'EXCÈS ET QU'ON CORRIGE LE TIR. ET POURTANT, SEULEMENT 15 À 20 ANS SÉPARENT CES DEUX MOMENTS. DÈS LORS, PRIVÉ DU RECUL, DE LA LENTEUR ANTÉRIEURE, LE DÉCIDEUR CONTEMPORAIN DOIT ASSUMER DIFFÉREMENT SES CHOIX. CE N'EST PLUS SA CONNAISSANCE PERSONNELLE SEULE QUI PEUT LUI EN FOURNIR LES ÉLÉMENTS, MAIS LA MÉMOIRE COLLECTIVE, BEAUCOUP PLUS QU'AVANT. J'AI LU SOUS LA PLUME D'ÉMILE BIASINI, PRÉSIDENT DE LA M.I.A.C.A., EN AVRIL 1976, LA FORMULE SUIVANTE : "AMÉNAGER, C'EST AMÉLIORER". CETTE ABSENCE DE COMPLÉMENTS ET DE SUBORDONNÉES ILLUSTRE BIEN LE VERTIGE QUI GUIDE ENCORE BEAUCOUP D'AMÉNAGEURS D'AUJOURD'HUI AU NOM D'UN ABSOLU SANS RACINES - OU SI PEU... L'HOMME DE BON SENS, LUI, S'INTERROGE AUSSITÔT SUR CE QU'IL RESSENT ÊTRE LE VRAI PROBLÈME DE L'AMÉNAGEMENT : AMÉNAGER POURQUOI, POUR FAIRE QUOI, COMMENT, AVEC QUI, EN PARTANT DE QUOI ?

LH DU 15 AVRIL 1988

THÉORIQUEMENT, IL EST DEVENU NORMAL AUJOURD'HUI, DE RÉFLÉCHIR AVANT, ET D'AMÉNAGER APRÈS ; DU MOINS DANS LES TEXTES. DANS LES FAITS, NOMBRE D'OPÉRATIONS CONTINUENT SUIVANT LES NORMES ANCIENNES, À PEINE MATINÉES D'UN SEMBLANT D'ÉTUDE D'IMPACT. JE NE SAIS PAS EN BELGIQUE, MAIS EN FRANCE ! AURAIS-JE LA CRAUTÉ DE CITER LE TOUT RÉCENT PONT DE L'ÎLE DE RÉ. AUJOURD'HUI CÉLÈBRE, MAIS NÉ HIER ?

ON COMPREND MIEUX LE SOUCI MAJEUR DES ASSOCIATIONS DE PROTECTION DE LA NATURE DE MIEUX CONNAÎTRE LES ÉLÉMENTS DU PATRIMOINE, C'EST À DIRE "DE QUOI L'ON PART". BIEN SÛR, C'EST D'ABORD NÉCESSAIRE POUR LES CHOIX D'AMÉNAGEMENT MAIS SURTOUT, ALORS QUE TOUT VA SI VITE, QUE L'EFFACEMENT DEVIENT UN DANGER REDOUTABLE ! LA MÉMOIRE ELLE-MÊME EST MENACÉE, ET CEUX QUI L'ONT EN CHARGE N'EN ONT PAS TOUJOURS LES MOYENS DE LA MAINTENIR. JE PRENDRAI UN EXEMPLE. CELUI DE L'IGN, POURTANT PEU SOUPÇONNABLE EN LA MATIÈRE. CERTES, IL GARDE EN ARCHIVES LES TRACES DES PAYSAGES DU PASSÉ, MAIS SEUL L'HISTORIEN AURA LE SOUCI D'ALLER CONSULTER CES TRACES, QUE L'AMÉNAGEUR MODERNE NÉGLIGERA AU PROFIT DE LA CARTE CONTEMPORAINE. OR SUR CELLE-CI POUR DES RAISONS ÉCONOMIQUES - CELA REVIENT CHER - L'INSTITUT SUPPRIME DORÉNAVANT (CARTES AU 1/25 000) LES MARQUES DE HAIES OU MURETTES ET LES MICROTOPYMES. OR QU'EST CE QUI EST PLUS PROCHE DE LA MORT POUR UNE COMMUNAUTÉ QUE D'OUBLIER SES PROPRES NOMS ?

C'EST POURQUOI, SANS ATTENDRE, NOMBRE D'ASSOCIATIONS DE PROTECTION DE LA NATURE MAIS AUSSI BIEN D'AUTRES, ONT RÉAGI PAR DES INITIATIVES QUE L'OPÉRATION "1000 CEE" A PARFOIS REPRIS À SON COMPTE. J'EN CITERAI DEUX :

- CELLE DES INVENTAIRES COMMUNAUX, QUE NOUS AVONS REPRIS TEL QUEL DANS LA CHARTE, DONT ILS CONSTITUENT LA PREMIÈRE ÉTAPE. LE PROMOTEUR ACTIF DE LEUR MISE EN ŒUVRE PAR LES ASSOCIATIONS, P. RAYNAUD, PRÉSIDENT DE L'UNION RÉGIONALE DE PROTECTION DE LA VIE, NATURE ET ENVIRONNEMENT DU SUD-EST, EST PRÉSENT PARMI NOUS. IL

A LANCÉ DE TELLES OPÉRATIONS PILOTS EN PROVENCE ALPES CÔTE D'AZUR DANS DES SECTEURS PARTICULIÈREMENT INTÉRESSANTS, MAIS LE PRINCIPE MÉRITE D'ÊTRE RETENU POUR LE TERRITOIRE TOUT ENTIER. JE PENSE QU'AU COURS DE LA DISCUSSION, IL SAURA EN DIRE DAVANTAGE TOUT À L'HEURE.

- CELLE DE LA PRISE EN COMPTE DES CONTRAINTES ARCHÉOLOGiques EN COURS D'OPÉRATION D'URBANISME. EXCEPTION IL Y A 20 ANS, C'EST AUJOURD'HUI UNE PRATIQUE EN PASSE DE DEVENIR COURANTE, PARCE QUE LA CONSCIENCE PUBLIQUE DE LA RICHESSE PATRIMONIALE S'EST RENFORCÉE AU POINT DE DEVENIR MAJORITAIRE.

CEPENDANT, S'IL EST CLAIR POUR BEAUCOUP D'ENTRE NOUS QU'IL EST NÉCESSAIRE ET URGENT DE MIEUX GÉRER LE PATRIMOINE ET D'AMÉNAGER AVEC PRUDENCE ET SAGESSE, IL NE L'EST PAS MOINS QUE CELA SUPPOSE DE POUVOIR AGIR EN CE SENS. OR CE QUI L'EMPORTE DANS BIEN DES TÊTES EST LE SENTIMENT DE L'IMPUISANCE DEVANT LE ROULEAU COMPRESSEUR DES GRANDS AMÉNAGEMENTS. LE GRIGNOTAGE EXPONENTIEL PAR LES OPÉRATIONS DESTRUCTRICES QUOTIDIENNES, DEVANT LA POUSSÉE DES INTÉRÊTS SECTORIELS, DEVANT LA MARCHÉ POUR AINSI DIRE AUTOMATIQUE DES APPAREILS ÉTATIQUES ET/OU TECHNIQUES. COMMENT AGIR ? À QUEL NIVEAU AGIR ? TEL EST UNE DES QUESTIONS CLÉS QUI NOUS EST POSÉE, ET QUI A DÉTERMINÉ NOTRE ACTION "1000 CEE". EN EFFET, POUR INTERVENIR VALABLEMENT, LES ASSOCIATIONS DOIVENT PRENDRE EN COMPTE DANS LES CONFRONTATIONS AVEC LES AMÉNAGEURS DEUX DONNÉES PRINCIPALES :

- D'ABORD ÉVALUER LA "MARGE DE MANŒUVRE" QU'ELLES PEUVENT AVOIR PAR RAPPORT À UNE DÉCISION D'AMÉNAGEMENT. ELLE PEUT ÊTRE NULLE, POUR UNE DÉCISION DE LANCEMENT D'UN PROGRAMME AUTOROUTIER, PAR EXEMPLE, DÉCISION RÉGALIEUNE S'IL EN EST : ELLE PEUT ÊTRE NOTABLE, RÉELLE, POUR UN PROJET LOCAL SENSIBLE.

- ENSUITE, ÉVALUER LE RAPPORT DE FORCES OU D'ÉQUILIBRE - EN QUELLE QUE SORTE LA CAPACITÉ D'OBTENIR UN VÉRITABLE DIALOGUE AVEC LES RESPONSABLES DU PROJET.

LH DU 15 AVRIL 1988

BIEN SÛR, NOUS DEVONS INTERVENIR À TOUS LES NIVEAUX. COMME VOUS LE SAVEZ LA FFSPN LE FAIT AU NIVEAU NATIONAL FRANÇAIS, MAIS SES ASSOCIATIONS OEUVRENT SUR LE TERRAIN DU QUOTIDIEN ET DU LOCAL, ET LA REMONTÉE RÉGULIÈRE DE CES EXPÉRIENCES, JOINTES À LA PERCEPTION QU'EN AVAIENT LES RESPONSABLES FÉDÉRAUX, A ÉTÉ DÉTERMINANTE POUR LE CHOIX DU NIVEAU COMMUNAL COMME DEVANT ÊTRE PRIVILÉGIÉ.

POUR ÉCLAIRER CE CHOIX, JE CITERAI SIMPLEMENT L'INTRODUCTION RÉDIGÉE PAR NOTRE AMI P. LEGRAND AU MANIFESTE : "LA NATURE POUR LA VILLE", QUE SOUTIENT ET DIFFUSE LA FFSPN :

"EN MATIÈRE D'ENVIRONNEMENT, L'ÉCHELON COMMUNAL EST UN NIVEAU DÉTERMINANT. QU'IL S'AGISSE DE LUTTE CONTRE LES POLLUTIONS, DE GESTION ÉCONOME DES RESSOURCES LOCALES, DE PRÉSERVATION ET DE VALORISATION DES PATRIMOINES NATURELS, CULTURELS OU HISTORIQUES, EN MILIEU URBAIN COMME EN MILIEU RURAL, TOUTE POLITIQUE D'ENVIRONNEMENT QUI NE SE MATÉRIALISE PAS À CE NIVEAU RESTE SANS EFFET. DU VENT..."

Parmi toutes les politiques que conduisent les communes, il en est une qui intègre bon nombre de démarches sectorielles : la politique de l'aménagement communal.

ET LÀ PLUS QUE DANS D'AUTRES CAS, L'ACTION AU NIVEAU LOCAL EST LE PENDANT INDISPENSABLE DES POLITIQUES RÉGIONALES OU NATIONALES. QUI RESTENT TROP SOUVENT POUR LE CITOYEN DE BASE, ABSTRAITES. C'EST À CE NIVEAU POURTANT QU'ELLES SE CONCRÉTISENT AU QUOTIDIEN ET QUE SE COMPTABILISENT LEURS SUCCÈS OU LEURS ÉCHECS.

CE NIVEAU DU QUOTIDIEN EST AUSSI CELUI OÙ SE CONJUGENT EN PERMANENCE UNE MULTITUDE D'actions individuelles, de faible ampleur sans coordination ou téléguignées par des systèmes de valeurs, des idées toutes faites ou des modes, et dont la combinaison accentrera la dégradation des milieux ou du cadre de vie, le gaspillage des ressources et la consommation sans retour des patrimoines ou à l'inverse fera la preuve d'une volonté partagée de valorisation des potentiels de tous ordres que recèle, pour qui sait les reconnaître, tout milieu.

C'EST AUSSI LE NIVEAU OÙ S'EXERCE LE PLUS CONCRÈTEMENT ET LE PLUS EFFICACEMENT LA PÉDAGOGIE INDISPENSABLE EN MATIÈRE D'ENVIRONNEMENT, À L'ÉVOLUTION DES MENTALITÉS ET DES SYSTÈMES DES VALEURS QUI GARANTIRA UNE PRISE EN COMPTE EFFECTIVE ET DURABLE DES CARACTÉRISTIQUES DES MILIEUX PAR L'AMÉNAGEMENT.

C'EST ENFIN À CE NIVEAU QUE PARFOIS S'INVENTENT CONCRÈTEMENT DE NOUVEAUX RAPPORTS ENTRE HABITANTS, ASSOCIATIONS, ÉLUS, TECHNICIENS ET ACTEURS ÉCONOMIQUES".

DE FAÇON PLUS CONCRÈTE, JE NE PUIS M'EMPÊCHER DE CITER LE MAIRE DE BRUGES - VOTRE PETITE SOEUR BORDELAISE, MONSIEUR LE BOURGMESTRE ! - AVEC LEQUEL JE SIGNAIS LA SEMAINE DERNIÈRE UNE CHARTE "1000 CEE", ET QUI NOUS DISAIT : "POUR MOI, L'ENVIRONNEMENT EST LA SOMME DE MILLIERS D'ACTIIONS ÉLÉMENTAIRES DE MILLIERS DE GENS, POUR RÉPARER LES GRIFFURES DE NOTRE TEMPS ET FAIRE QUE NOTRE COLLECTIVITÉ SACHE VIVRE BIEN".

SI CES APPROCHES, TANT THÉORIQUES QUE CONCRÈTES, NOUS LES AVONS FAITES NÔTRES POUR PRÉPARER L'OPÉRATION "1000 CEE", IL EST UNE DIMENSION QUI N'APPARAÎSSAIT PAS AU PREMIER ABORD, ET QUI NOUS A POURTANT PARU DÉTERMINANTE POUR NOTRE CHOIX : C'EST LA DIMENSION EUROPÉENNE.

CERTES, ON NE SAURAIT RAMENER LA COMMUNE À L'EUROPE, NI AU SEUL MOYEN-ÂGE EUROPÉEN. MAIS IL EST BIEN CONNU QUE C'EST À PARTIR DE CES COMMUNAUTÉS SÉDENTARISÉES CHARGÉES DE GÉRER DES BIENS COLLECTIFS QUE S'EST ÉLABORÉ AU MOYEN-ÂGE LE MOUVEMENT COMMUNAL EUROPÉEN, PLUS SPÉCIFIQUEMENT URBAIN D'AILLEURS. IL EST AUSSI INTÉRESSANT DE RAPPELER QUE SI AUJOURD'HUI LE PROJET "1000 CEE" PROPOSE UNE CHARTE D'ENVIRONNEMENT AUX COMMUNES, CE SONT ÉGALEMENT DES CHARTES-FORMES CONTRACTUELLES - QUI ONT DONNÉ NAISSANCE AUX COMMUNES DU MOYEN-ÂGE. DU XIÈ SIÈCLE EN FRANCE, AUX XIIIÈ ET XIVÈ EN PAYS RHÉNANS OU ANGLLO-SAXONS, LES COMMUNES SONT LE TISSU HISTORIQUE, ÉCONOMIQUE, SOCIOLOGIQUE DE BASE DE NOTRE VIEILLE EUROPE. LEUR STATUT, LEUR NOMBRE, LEUR DROIT ONT ÉVOLUÉ. ELLES RESTENT AUJOURD'HUI UN DES ÉLÉMENTS DE L'HÉRITAGE COMMUN

À TOUS LES EUROPÉENS. MAIS ELLES SONT ÉGALEMENT, DANS LEUR DIVERSITÉ, UNE EXPRESSION DES CULTURES DE L'EUROPE. LA CHARTE "1000 CEE" APPARAÎT DONC COMME UN CERTAIN LIEN NON UNIFORMISANT, MAIS UNIFICATEUR, AVEC DES MÉTHODES SEMBLABLES ET UN BUT COMMUN : LE DÉVELOPPEMENT DANS LE BON SENS DE L'ENVIRONNEMENT EUROPÉEN, DANS LE RESPECT DES DIVERSITÉS CULTURELLES. EN BREF, UNE FAÇON DE FAIRE L'EUROPE, NON PRÉVUE PAR LE TRAITÉ DE ROME, MAIS DEVENUE INDISPENSABLE, COMME UNE RÉPLIQUE - À L'ÉCHELLE LOCALE - AUX DIRECTIVES GÉNÉRALES QUE LA COMMUNAUTÉ A SU SE DONNER DANS CE DOMAINE.

RESTE À ENVISAGER UN PROBLÈME, CELUI DE LA PARTICIPATION DE LA POPULATION. CELLE-CI EST TOUT À LA FOIS IMPLIQUÉE PROFONDÉMENT À TRAVERS LES ENJEUX DONT L'AMÉNAGEMENT DE LA COMMUNE EST L'OBJET, MAIS ELLE EST AUSSI L'ACTEUR PRINCIPAL DU JEU POLITIQUE, ÉLECTORAL, À CE PREMIER NIVEAU DE LA VIE POLITIQUE DU PAYS ET ELLE EST ÉGALEMENT POUR UNE BONNE PART LA MÉMOIRE DE LA COMMUNE. SA PARTICIPATION AUX DIFFÉRENTES ÉTAPES DE LA CONSTITUTION ET DE LA GESTION DE LA CHARTE "1000 CEE" CONSTITUE UN DES ASPECTS INTÉRESSANTS DE CE PROJET.

CE N'EST PAS D'AUJOURD'HUI QUE NOTRE MOUVEMENT DE PROTECTION DE LA NATURE S'INTÉRESSE À CE PHÉNOMÈNE, QUI LE CONCERNE AU PREMIER CHEF. DISONS QUE NOUS ESSAYONS, DANS UN MOUVEMENT DONT LES BASES SONT BEAUCOUP PLUS LARGES, DE MAÎTRISER AU MIEUX DANS LE SENS DE L'INTÉRÊT GÉNÉRAL ET DANS CELUI DE LA PROTECTION DE LA NATURE, L'EXPRESSION ASSOCIATIVE DE LA PARTICIPATION.

POUR UNE ANALYSE PLUS PRÉCISE DE LA QUESTION, NOUS VOUS RENVOYONS VOLONTIERS À L'ÉTUDE PUBLIÉE PAR C. GARNIER, SECRÉTAIRE GÉNÉRAL ADJOINT DE LA FFSPN, À L'OCCASION DU 5È SÉMINAIRE EUROPÉEN ORGANISÉ SOUS L'AUTORITÉ DU CONSEIL DE L'EUROPE À LILLEHAMMER, EN NORVÈGE, EN 1984. NOUS L'AVONS INTENTIONNELLEMENT JOINT AU DOSSIER PRÉSENTÉ À L'OCCASION DE CETTE RÉUNION DE BRUGES.

BRIÈVEMENT, RAPPELONS QUE LA PRISE DE DÉCISION EST PASSÉE D'UN "DIPÔLE" POUVOIRS PUBLICS (ÉLUS ET FONCTIONNAIRES) - POUVOIRS ÉCONOMIQUES (AGENTS ÉCONOMIQUES DIVERS, SYNDICATS,...)

QUI A FONCTIONNÉ EN GROS EN S'AFFINANT DEPUIS LE XIXE SIÈCLE JUSQU'À LA 2E GUERRE MONDIALE, À UN "TRIPÔLE" LIÉ À L'ÉMERGENCE, DU CÔTÉ DU PUBLIC, DE LA POPULATION, D'UN CERTAIN NOMBRE DE MOUVEMENTS DE REVENDICATIONS QUI INTERFÈRENT AVEC LES ANCIENS PÔLES, SOUS UNE FORME DE PARTICIPATION CONFLICTUELLE ESSENTIELLEMENT, LE MOUVEMENT DE PROTECTION DE LA NATURE, OU DE FAÇON PLUS LARGE, ENVIRONNEMENTALISTE, EN EST UNE DES COMPOSANTES, L'AUTRE ÉTANT PRINCIPALEMENT CENTRÉE SUR LES CONSOMMATEURS. SUIVANT LES PAYS DE NOTRE C.E.E., SUIVANT LES ÉLÉMENTS DE LA CONJONCTURE, SUIVANT MÊME LES SITUATIONS LOCALES, LE FONCTIONNEMENT DE CETTE PARTICIPATION, SON RÔLE, SES MODALITÉS, ETC, SONT ÉMINEMMENT VARIABLES.

JE CITERAI C. GARNIER EN RAPPELANT : "DANS LES PAYS EUROPÉENS, L'AFFIRMATION DU PRINCIPE DÉMOCRATIQUE IMPLIQUE A PRIORI QUE LES FORMES DE PARTICIPATION SOUHAITABLES (SOUS ENTENDU : DU PUBLIC) RELÈVENT DE LA PARTICIPATION ACTIVE AVEC LA DOUBLE RÈGLE DU DROIT À L'INFORMATION ET DU DROIT D'EXPRESSION POUR LES INDIVIDUS. MÊME SI, DES PRINCIPES À LA RÉALITÉ, LES DISTANCES RESTENT SOUVENT CONSIDÉRABLES, NOUS ADMETTRONS COMME POSTULAT QUE C'EST CETTE FORME DE PARTICIPATION QUI EST CONSIDÉRÉE MAJORITAIREMENT COMME DÉSIRABLE".

AINSI, VIS À VIS DES PROJETS D'AMÉNAGEMENT, LE PUBLIC EST AMENÉ À 3 TYPES DE POSITIONS :

- SOIT IL FORMULE DES PROPOSITIONS, S'IL N'Y EN A PAS,
- SOIT S'IL EXERCE UN CONTRÔLE,
- SOIT IL OPPOSE UNE CONTESTATION
- , EN REJETANT LE PROJET,
- , EN PROPOSANT DES ALTERNATIVES.

ON COMPREND ÉVIDEMMENT QUE CES PARTICIPATIONS PEUVENT ÊTRE OU NON CONFLICTUELLES. CONCERNANT LA CHARTE "1000 CEE", IL EST CLAIR QUE LA PREMIÈRE PHASE, CELLE DES INVENTAIRES, NE DOIT PAS ÊTRE CONFLICTUELLE, AU CONTRAIRE : ELLE DOIT ÊTRE CONSENSUELLE. TOUS CEUX QUI ONT PARTICIPÉ OU PARTICIPENT À CES BILANS PEUVENT TÉMOIGNER DE LA RICHESSE EXTRAORDINAIRE APPORTÉE AU CONTRAIRE PAR LA MOBILISATION DU PUBLIC, AINSI QUE LE SOULIGNE GARNIER DANS UN ARTICLE DE 1983, ÉVOQUANT "CE MOMENT PRIVILÉGIÉ DE (RE)DÉCOUVERTE ET DE (RE)APPROPRIATION DE SON ENVIRONNEMENT

PAR LA POPULATION". JE PENSE QUE LES DÉBATS LE SOULIGNERONT ICI, COMME L'A DÉJÀ FAIT P. RAYNAUD À PROPOS DES INVENTAIRES.

QUANT AU RESTE DE LA CHARTE ELLE-MÊME, C'EST À DIRE LES ENGAGEMENTS DE LA COMMUNE, IL RELÈVE DES PARIS POLITIQUES QU'ENGAGE UNE ÉQUIPE MUNICIPALE AU POUVOIR. IL Y A PEU À PARLER EN TOUT CAS QU'ILS PÈSENT NÉGATIVEMENT, DANS LE MONDE ACTUEL, SUR LE BILAN D'UNE MUNICIPALITÉ. MAIS IL EST CLAIR QUE DE LA QUALITÉ DE LA PARTICIPATION DU PUBLIC À SA PRÉPARATION ET À SA MISE EN ŒUVRE DÉPENDRA EN GRANDE PARTIE SA PERCEPTION PAR LA POPULATION COMMUNALE.

J'ESPÈRE AVOIR FAIT MIEUX COMPRENDRE COMMENT S'EST CONSTITUÉ À L'OCCASION DE CETTE A.E.E., LE PROJET DE CHARTE COMMUNALE D'ENVIRONNEMENT DE LA FFSPN, ET LA POSITION QUE NOUS VOUDRIONS LUI DONNER DANS LE TRAITEMENT DES PROBLÈMES D'ENVIRONNEMENT D'Aujourd'hui, DANS NOTRE ESPACE EUROPÉEN. IL NOUS RESTE À PARLER DE BIEN DES ASPECTS PLUS CONCRETS : DE LA SITUATION DES CHARTES EN FRANCE ; DES OUTILS QUI VONT NOUS ÊTRE NÉCESSAIRES ; DES PROJETS QUI SONT LES NÔTRES DEMAIN. POUR LE PREMIER POINT, DISONS QUE

CHARTES SONT ACTUELLEMENT SIGNÉES. UNE CINQUANTAINES D'AUTRES SONT À DIVERS STADES D'AVANCEMENT. NOUS N'AVONS PAS JUSQU'À PRÉSENT RENCONTRÉ DE DIFFICULTÉS IMPRÉVUES NI INSURMONTABLES. IL EST CEPENDANT ÉVIDENT QUE CELLES QUI ONT ÉTÉ LES PREMIÈRES OU QUI S'ANNONCENT DANS L'IMMÉDIAT SONT CELLES DE COMMUNES SENSIBILISÉES À L'ENVIRONNEMENT, PARFOIS MÊME EXEMPLAIRES DANS LES POLITIQUES EN LA MATIÈRE. AU FUR ET À MESURE QUE NOUS AVANCERONS, SURGIRONT D'AUTRES DIFFICULTÉS. NOUS ESPÉRONS ÊTRE À LA HAUTEUR ! QUANT AUX OUTILS, AUX PROJETS, IL NOUS EST APPARU PLUS SOUHAITABLE D'ATTENDRE POUR EN PARLER PLUS PRÉCISÉMENT LES EXPOSÉS ET DÉBATS QUI VONT SE DÉROULER MAINTENANT. AUSSI BIEN, LES ORGANISATEURS ONT BIEN VOULU BAPTISER NOTRE DISCOURS DE CLÔTURE : "QUE RÉSERVE L'AVENIR ?" JE M'EFFORCERAI ALORS DE RÉPONDRE SUR CES POINTS.

JE SOUHAITE À TOUS ICI, PRÉFIGURATION DE CETTE PARTICIPATION QUE NOUS SOUHAITONS, UN RICHE ET AGRÉABLE ÉCHANGE.

LH DU 15 AVRIL 1988

OPERATION 1000 COMMUNES D'EUROPE POUR L'ENVIRONNEMENT BILAN POUR LA WALLONIE

par

Jacques TOINT,

Président d'Inter-Environnement Wallonie

Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs,

Partie prenante dans l'opération "1000 Communes d'Europe pour l'Environnement", l'association Inter-Environnement Wallonie, qui fédère aujourd'hui dans notre région, plus de quatre-vingts associations diverses, a voulu que cette opération soit le point de départ d'une action en profondeur.

C'est pourquoi elle a tenu à travailler en étroite collaboration avec la section wallonne de l'Union des Villes et Communes Belges, avec l'aide de la Région Wallonne et de la Loterie Nationale, et a mis en oeuvre une procédure aux exigences sévères.

Tout d'abord, c'est à des associations volontaires, membres ou non d'Inter-Environnement Wallonie mais existant depuis mars 86 au moins, qu'il a été fait appel pour prendre l'initiative. Ce sont donc ces associations qui ont interpellé les administrateurs communaux et conclu avec eux des conventions qui garantissent une action nouvelle et significative de la commune concernée en matière d'environnement. Ceci explique l'absence parmi les lauréats de quelques communes fort actives en matière d'environnement où il ne s'est pas trouvé d'association locale pour conclure avec elles ce type de convention.

Cette convention ou contrat-programme doit comporter obligatoirement trois parties dont le contenu minimal est spécifié comme suit :

- La première partie consiste en un "état des lieux" ou évaluation, de commun accord par la Commune et l'association, de la situation dans la Commune en matière d'environnement.
- La deuxième partie comporte des engagements de la Commune couvrant au minimum :

- ☐ le respect de la législation en matière d'environnement et d'aménagement du territoire ;
- ☐ la définition d'actions qui seront entreprises en matière d'éduca-

tion à l'environnement ;

- ☐ les modalités qui seront mises en oeuvre par la Commune pour assurer la participation des habitants à la politique d'environnement et d'aménagement du territoire.

- La troisième partie enfin, décrit les projets que la Commune s'engage à réaliser pour améliorer l'environnement, le calendrier de réalisation et les moyens mis en oeuvre étant précisés.

Cette convention est établie pour une durée de deux ans, délai à l'issue duquel un bilan sera réalisé et une nouvelle étape envisagée, comportant évidemment une mise à jour et un développement de l'état des lieux.

Douze communes de Wallonie ont signé une telle convention et douze dossiers ont donc été soumis à un jury composé paritairement de délégués de l'Union des Villes et Communes Belges et d'Inter-Environnement Wallonie. Onze de ces douze communes ont été reconnues dignes de recevoir le label "Commune d'Europe pour l'Environnement". A notre avis, le bilan est très encourageant. Le délai pour mener à bien cette première opération était, en effet, fort court. Mais nous sommes persuadés qu'une émulation surgira de cette initiative si elle est poursuivie avec vigueur, et nous sommes bien décidés à poursuivre. Ainsi, nous l'espérons, au fil des ans, le nombre de communes titulaires de ce label augmentera. Nolons d'ailleurs qu'il peut être aussi retiré aux communes qui n'auraient pas rempli les engagements souscrits ou qui s'endormiraient sur leurs lauriers. Nous ne doutons pas qu'une telle opération menée avec persévérance aboutira une amélioration sensible de l'environnement. Les communes, proches des problèmes et proches des citoyens, sont en effet souvent les mieux outillées pour agir efficacement en ce domaine et à celles qui entreprendront des actions utiles, la Région, elle aussi, apportera son aide en cas de besoin.

A cette occasion, il nous paraît opportun de décrire de manière plus approfondie l'évolution des rapports entre communes et associations pour la promotion d'un environnement de qualité.

Il faut bien reconnaître qu'au point de départ de nombreuses associations, se situe une réaction d'opposition à un projet des pouvoirs publics, tantôt communaux, tantôt de compétence territoriale plus étendue et souvent nationaux. Mais les associations qui ont duré sont progressivement passées de cette phase d'opposition parfois virulente et de revendication agressive à un comportement de collaboration critique. C'est ainsi, je crois, qu'on peut le mieux définir l'attitude prise par la plupart des associations qui ne s'évanouissent pas comme feux de paille et qui restent actives sur le terrain.

On voit bien les avantages d'une telle attitude pour les associations elles-mêmes, bien sûr, mais encore et surtout pour l'intérêt général qu'elles se donnent pour mission de défendre.

La liberté de parole des associations, bien conduite, la pression qu'elles peuvent ainsi exercer sur les décideurs politiques donnent aux citoyens une garantie de démocratie plus vraie que si elle est limitée à son aspect purement formel. Les droits fondamentaux des citoyens pourront être ainsi mieux respectés. Ne pourrait-on rappeler ici l'adage qui se trouve, en langage du XIX^e siècle, au fronton de l'hôtel de ville de Verviers : "La publicité est la sauvegarde du peuple" ?

Mais l'intervention des associations a encore un autre effet : c'est d'introduire de façon de plus en plus explicite et consciente la prise en compte de toutes les données de l'environnement, au sens le plus large, et de la vision globale que cette prise en compte implique.

Il ne s'agit pas de se limiter à la protection de la nature, même si celle-ci - préoccupation des associations les plus anciennes - demeure essentielle. L'environnement, c'est aussi tout le cadre bâti, les monuments prestigieux sans doute, mais encore tout le bâti ordinaire qui encadre nos vies ; c'est aussi les nuisances diverses : bruit, pollutions de l'air, de l'eau, du sol et du sous-sol à éliminer ou à minimiser ; c'est enfin - il ne faut pas l'oublier - le milieu social où peuvent se nouer de nouvelles solidarités, en particulier sur le plan local et communal. Nous voyons s'ouvrir d'innombrables possibilités d'actions collectives où déjà bien des initiatives ont vu le jour et méritent d'être encouragées, soutenues par les communes : que l'on songe à l'organisation de conseils et d'aides à l'amélioration des logements, aux boutiques urbaines, aux actions en faveur de la sécurité des piétons, à l'implication très concrète de comités de quartiers ou comités d'habitants à ces initiatives et à bien d'autres encore...

Il me plaît ici d'évoquer quelques actions exemplaires et que ceux que je ne cite pas veulent bien m'excuser d'un choix nécessairement arbitraire, mais indispensable pour ne point vous lasser.

C'est à Arlon qu'une association de commerçants a débloqué une opération de rénovation urbaine qui s'enlisait faute de moyens financiers. Il s'agit du quartier Saint-Donat, quartier ancien et historique, en plein cœur de la ville, au pied de la colline qui signale le site à des kilomètres à la ronde. Ce quartier dégradé avait été désigné pour une opération de rénovation urbaine selon la législation régionale wallonne. Mais celle-ci ne peut se réaliser que par l'apport financier conjoint de la région pour 75% et de la Commune pour 25%. Après un début prometteur, la Ville, en proie à des difficultés financières mais aussi par manque de dynamisme, avait renoncé à apporter sa contribution et avait ainsi interrompu l'action entreprise. Les

commerçants du haut de la ville se sont inquiétés de cette situation préjudiciable à leurs intérêts sans doute, mais aussi à toute l'image d'une ville qui a des atouts touristiques et à la vitalité générale du chef-lieu de la Province de Luxembourg : elle a lancé une souscription privée qui a réuni assez de fonds pour décider la ville à compléter cette somme au niveau de la part communale et ainsi à rendre possible la relance de cette opération.

A Charleroi, l'association Charleroi-Environnement a obtenu de la ville de pouvoir remettre en état et occuper un immeuble, propriété communale située au centre de la ville, mais laissée à l'abandon depuis plusieurs années. Ce qui menaçait de devenir une ruine et un danger dans le tissu urbain est aujourd'hui un lieu de rencontres en plein développement où se créent des services divers à la population que seul, le dévouement de mordus de l'environnement peut rendre viables.

A Namur enfin, l'association Namur 80, soucieuse du bon aménagement du territoire communal, n'a pas hésité, devant les hésitations, les tergiversations et, pour tout dire, les craintes des autorités communales devant un outil qu'elles connaissent mal, à se lancer dans l'élaboration d'une approche d'un plan directeur. Cet effort de plusieurs années a abouti à un document, publié avec l'aide de la Communauté Française de Belgique et une préface élogieuse du Bourgmestre, document qui n'est certes pas un plan directeur complet, mais qui débâcle largement le chemin et offre une bonne base à des débats. Il faut bien dire que ce qui s'en est suivi n'a pas été à la hauteur des espérances faute d'une volonté politique suffisante.

Dans la voie de cette collaboration entre autorités communales et associations, j'aimerais souligner les possibilités qu'offre la constitution de Commissions Consultatives d'Aménagement du Territoire, prévue dans notre législation avec, malheureusement, des spécifications insuffisantes et maladroites. Bien comprises et bien constituées, ces commissions peuvent jouer un rôle très actif dans la promotion de la participation. Il ne m'est pas possible d'entrer ici dans le détail des problèmes posés pour leur bon fonctionnement. Mais, dès à présent, il faut regretter que certaines communes n'aient pas hésité à biaiser les intentions du législateur, en constituant ces commissions comme un conseil communal bis ou en y rassemblant des amis du bourgmestre, tout en écartant des associations renommées. Il s'agit là de dérapages vis-à-vis desquels nous ne pouvons pas rester indifférents.

Soulignons d'ailleurs au passage que la participation de citoyens non mandatés à l'élaboration des décisions qui les concernent n'est pas un remède immédiat aux carences des procédures traditionnelles ou aux conflits exacerbés. C'est, bien au contraire, une pratique éducative, dont tous les participants, consultants et consultés, ont à apprendre, progressivement, dans leurs débats. Les résultats les plus intéressants de cette pratique ne s'engrangent qu'à long terme.

Maintenant, il s'agit de poursuivre, car la recherche du bien commun par l'action collective est toujours à reprendre, toujours à perfectionner. C'est dans cette perspective qu'Inter-Environnement Wallonie lance, dès 1981, un appel à la démocratie participative, forme de démocratie plus complète, plus humaine, que la démocratie représentative à laquelle nous sommes habitués.

Et qu'est-ce donc que cette démocratie participative sinon l'intensification des échanges, des dialogues entre les autorités élues d'une part et les citoyens, agissant souvent en associations aux objectifs divers, d'autre part ? Elle s'articule sur quelques droits qui doivent être reconnus aux citoyens comme personnes libres et responsables.

Le premier est le droit à l'information. Ceci va bien plus loin que les enquêtes publiques que l'on connaît. C'est dès l'instant où un problème se pose que les citoyens doivent pouvoir être informés des données, des opinions des diverses parties concernées, en vue de pouvoir se former et exprimer un meilleur jugement. Les communes ont ici un rôle important à jouer, car elles ont des possibilités très variées de développer l'information du public : accès de celui-ci aux documents officiels, bulletin communal d'information, conférences, débats...

Le droit à l'information conduit alors au droit à l'alternative et à la concertation. A tout problème, il y a généralement plus d'une solution envisageable et, parmi les solutions, aucune sans doute n'est parfaite. Il faut donc pouvoir les formuler, en peser pour chacune les avantages et les inconvénients : ceci ouvre la porte à l'imagination et à la création, mais aussi à un approfondissement général de la connaissance de la vie sociale dans toute sa complexité.

En certaines occasions, pourquoi même ne pas confier aux citoyens la possibilité de prendre part à la décision elle-même dans le cadre d'un référendum organisé après une information large et contradictoire ? Les Suisses y recourent et cette pratique dynamise sans aucun doute la vie politique générale en la rapprochant des préoccupations quotidiennes de tous.

Enfin, mais ceci se situe à un autre niveau, les citoyens ont droit à une justice efficace : des procédures et des moyens nouveaux sont, sans aucun doute, à inventer et à mettre en place pour atteindre cet objectif.

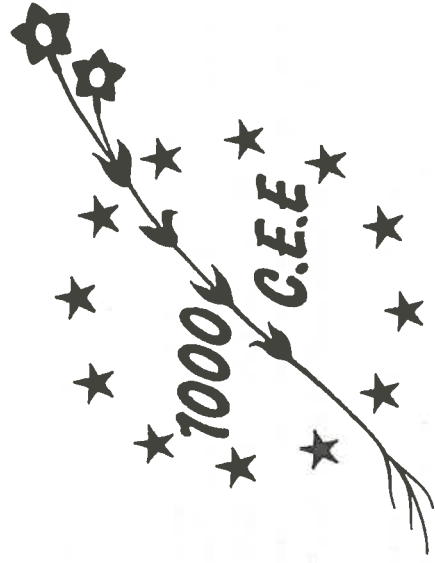
Une objection que l'on entend souvent formuler à l'encontre de cette participation étendue

que nous souhaitons, est le coût en temps, énergie et moyens financiers qu'elle implique. C'est vrai : la participation coûte. Mais, par ailleurs, - il faut le souligner avec la plus grande vigueur - elle est le plus sûr garant de politiques plus souseuses du bon usage des finances publiques et un bon rempart contre tant de travaux et de dépenses inutiles.

En ces temps de rigueur budgétaire, il convient d'y penser : quelques dépenses supplémentaires pour une bonne participation sont une source certaine d'économies bien plus importantes. Cela sera d'autant plus vrai qu'elle pourra entraîner la collaboration active d'habitants dans l'exécution même de certaines décisions et de certains travaux d'utilité publique.

Quant au temps que nécessite cette participation, contenu dans des limites raisonnables, il pourra aisément être récupéré - et au-delà - par l'allègement de procédures administratives si souvent inutilement compliquées.

Ces quelques réflexions n'épuisent évidemment pas le sujet. Mais je voudrais conclure par ceci. Une gestion communale de qualité ne peut-elle et ne doit-elle pas être comparée à celle des entreprises où l'on développe ce qu'on appelle aujourd'hui des "cercles de qualité". C'est, en effet, par la collaboration active des habitants et la motivation des fonctionnaires qu'on peut atteindre des niveaux incomparables de qualité et d'efficacité dans l'action. Ce que nous attendons donc de nos mandataires communaux de demain, ce ne sont pas des slogans éculés et vides de tout sens concret, c'est une gestion dynamique autour d'objectifs clairement définis, gestion qui fera des habitants des partenaires au plein sens du terme.





LE BEE TIRE LES IERES CONCLUSIONS DE L'A.E.E.

Dans un communiqué du 21 Mars 1988, le Bureau Européen de l'Environnement tire les premières conclusions de l'Année Européenne de l'Environnement.

Fédération des cent principales associations d'environnement de la Communauté Européenne, le BEE se réjouit des résultats enregistrés au cours de cette campagne Européenne mais se doit aussi de ne pas ignorer les ombres existant au tableau.

La sensibilisation du public :

Des efforts considérables ont été faits au cours de cette A.E.E. pour sensibiliser le public à l'importance de la protection de l'environnement pour l'amélioration de la santé publique, le renforcement de notre économie, la préservation du patrimoine culturel et naturel.

Ces efforts sont cependant à apprécier pays par pays.

L'A.E.E. a été un succès à ce point de vue dans des pays comme Belgique, France, Grande Bretagne, Grèce, Luxembourg, Portugal. Mais, l'organisation de la Campagne a largement laissé à désirer dans des pays comme l'Italie et l'Espagne.

Quant à la R.F.A., l'aspect européen de la politique de l'environnement a été souvent présenté sous un jour négatif.

L'action des O.N.G.

Les associations d'environnement ont joué un rôle essentiel tout au long de cette A.E.E. Le nombre et la qualité des projets, la très grande mobilisation de dizaines de milliers de membres ont été remarquables.

Les associations regrettent cependant que, même au cours de l'A.E.E., l'accès à l'information n'a pas fait de progrès. Le BEE regrette tout particulièrement que le droit d'accès des citoyens à l'information n'ait pas été approuvé par le Parlement Européen.

L'action des comités organisateurs

Le BEE souligne tout particulièrement l'importance des discours prononcés par S.A.R. le Prince Charles d'Angleterre sur la Mer du Nord et les pluies acides.

De même, l'action de Mme Simone VEIL, Présidente du Comité Français a été d'un très grand poids dans la réussite de l'opération en France.

Le BEE salue le dévouement du Comité organisateur Européen et des Comités Nationaux. Ils ont fait un travail tout à fait remarquable et le BEE tient à les remercier tous.

Le Monde des Entreprises

Le message selon lequel il n'y aura plus, pour l'Europe de politique économique forte commence à passer dans des pays peu acquis à cette idée jusqu'ici. C'est tout particulièrement le cas en Belgique et en France. Un dialogue commence à s'instaurer entre entreprises et associations d'environnement. Il est positif s'il peut conduire à une politique forte de l'environnement.

Dans les pays où le Mécénat pour la protection de l'environnement est souhaité, il a pris un timide départ.

La Commission

Le BEE souligne les efforts importants consentis par la DG XI et tout particulièrement la Task Force mise en place et dirigée par M. PLEINEVAUX. Le BEE la remercie de son dévouement.

La Fédération par ailleurs se félicite de voir le souci de la protection de l'environnement commencer à apparaître dans le document émanant des autres directions générales.

Mais il reste que les propositions de directives émanant de la Commission n'ont pas toujours été conçues conformément à l'Acte Unique qui précise que la Commission doit faire des propositions basées sur un niveau élevé de protection de l'Environnement.

L'action des Gouvernements

Des efforts ont été faits par certains pays pour mettre les directives européennes en application.

En Espagne et en Grèce des projets défavorables à l'environnement ont été bloqués durant l'Année Européenne de l'Environnement grâce à l'action des associations d'environnement auprès des autorités. Mais le BEE regrette vivement l'attitude de certains Etats-Membres au sein du Conseil où l'A.E.E. aura été celle des blocages.

Le Conseil

Les hommes politiques sont forts pour faire de beaux discours. Les actes ne suivent pas forcément. C'est le cas du Conseil des Ministres qui n'a, au cours de cette A.E.E. pris aucune initiative marquante et dont le dernier Conseil aura été le plus décevant.

Le BEE regrette très vivement certaines de ses décisions prises pendant l'A.E.E. spécialement les normes fixées quant à la radioactivité des aliments. Si l'A.E.E. devait être jugée sur la base des résultats du Conseil, le bilan serait un échec total.

Le suivi

Un avis très général se manifeste, l'A.E.E. n'aura été qu'un commencement ! Beaucoup reste à faire ! Et il est très positif de voir des structures se mettre en place pour assurer un suivi de l'A.E.E. : le réseau NETT, une ligne de crédit budgétaire à la CEE et des Fonds Nationaux de l'Environnement pour permettre de pouvoir poursuivre le financement des projets.

Plusieurs des concours organisés à l'occasion de l'A.E.E. se renouvèleront chaque année. Le BEE s'en félicite mais estime que les modalités de certains concours, tels les Pavillons Bleus, doivent être révisées.

La bataille de l'environnement européen est encore très loin d'être gagnée.

Le BEE souligne qu'une période cruciale s'ouvre pour la politique européenne de l'environnement : celle qui nous sépare de 1993. Les associations d'environnement réaffirment leur intention d'être particulièrement actives pour qu'une politique forte de l'environnement, nécessaire pour l'économie européenne, soit mise en place.

POLLUTION



PREVENTION ENERGIQUE

Le CREPAN a envoyé, à la suite de l'accident de la poudrerie d'Ablon (Calvados), la lettre suivante au Ministre de l'Environnement, le 3 Mars 1988 :

"La poudrerie d'Ablon (Calvados) vient, à nouveau, d'être le siège d'un accident grave dont le bilan humain à l'intérieur de l'usine est très lourd.

On peut d'ailleurs s'interroger sur l'efficacité de l'application faite dans ce cas de la Directive SEVESO qui devrait permettre d'éviter de telles catastrophes.

Cet accident souligne qu'une prévention énergétique et une plus grande publicité faite aux risques eux-mêmes et aux mesures de prévention restent une nécessité, associée à une vigilance de tous les instants.

Lorsque la question de la remise en service de l'établissement se posera, nous pensons qu'il faudrait que le C.D.H. et les associations de protection de l'environnement soient étroitement associés à cette réflexion".

Contact :

CREPAN
Comité Régional d'Etude pour la Protection et l'Aménagement de la Nature
17, Avenue de Tourville
14000 CAEN
Tél. 31.95.11.89.

RECUPERATION DES VIEUX PAPIERS

Le Ministre de l'Environnement et le Président de l'Association des Maires de France, doivent signer avec la participation du Ministère de l'Industrie, de l'Agence Nationale pour la Récupération et l'Élimination des Déchets (ANRED), et des professionnels concernés, le "Protocole d'accord concernant le développement de la récupération et du recyclage des papiers".

Oubliées les associations !... Pourtant ce sont elles le plus souvent qui ont incité les élus à la collecte des vieux papiers.

Ce nouveau protocole d'accord national est destiné à promouvoir des collectes très sélectives de certaines catégories, bien identifiées, de vieux papiers (cartons, journaux, magazines) répondant, région par région, aux besoins des usines papetières.

Espérons qu'il sera plus opérationnel que les accords précédents et permettra la mise en place de collectes sur le long terme.

Chaque partenaire de la filière (collectivités locales, récupérateurs, papetier) s'engage à respecter les règles fixées dans le cadre des contrats locaux, afin d'assurer la pérennité des collectes sélectives.

Ainsi, les prestations de collecte effectuées par un récupérateur se verront rémunérées par la collectivité locale, en prenant en référence les coûts supportés actuellement pour l'élimination de ces vieux papiers.

La récupération apparaît, selon le contexte, comme le mode d'élimination le moins onéreux pour les vieux papiers. Dans de nombreux pays européens (RFA, Pays-Bas...) les municipalités participent au financement des opérations de collecte sélectives. Grâce à ce Protocole d'accord, la France se met à l'heure européenne.

Josette BENARD



Environnement

Au grade d'officier

M. Monod (Jérôme, Julien), président-directeur général de la société Lyonnaise des eaux, chevalier du 19 novembre 1975.

Au grade de chevalier

M. Carlin (Marcel, Aimé), ingénieur des arts et métiers en retraite, maire de Vinay (Isère) ; 53 ans d'activités professionnelles et de services militaires.

M. Chabason (Lucien), chef du service de la recherche, des études et du traitement de l'information sur l'environnement ; 23 ans de services civils et militaires.

M. Chevalier (Jacques, Paul), président-directeur général de société, président de l'association Sologne nature ; 41 ans d'activités professionnelles et de services militaires.

M. Delacroix (Claude, Pierre), président de la Fédération française des sociétés de protection de la nature ; 32 ans de services civils et militaires.

JOURNAL OFFICIEL 3 avril 1988

Pollution et nuisances (bruit)

30761. - 5 octobre 1987. - M. Christian Demuynck attire l'attention de M. le ministre délégué auprès du ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports, chargé de l'environnement, sur les mesures qui vont être prises pour donner aux maires le pouvoir d'agir dans le domaine des nuisances sonores. Un décret d'application de la loi de janvier 1986, concernant le transfert des compétences en matière sanitaire et sociale, devrait voir le jour avant la fin de l'année. Une codification doit être établie pour simplifier la réglementation des textes sur le bruit. Par ailleurs, une loi pourrait définir le droit à la tranquillité des citoyens. Il lui demande donc s'il pourrait lui préciser le contenu de ces divers projets envisagés dans l'intérêt des élus et de leurs concitoyens.

Réponse. - En application de la loi n° 86-17 du 6 janvier 1986, et notamment de l'article L. 1 modifié du code de la santé, un projet de décret relatif aux règles propres à préserver la santé de l'homme contre les bruits de voisinage a été élaboré par le ministre délégué chargé de la santé. Il se substituera, dans le domaine du bruit, à l'actuel règlement sanitaire départemental. Ce texte concerne les bruits de voisinage autres que ceux provenant d'activités bruyantes soumises à une réglementation spécifique, ainsi que les travaux publics et privés. L'article L. 2 du code de la santé prévoit que ce texte pourra être complété par des arrêtés des préfets et des maires. Par ailleurs, une étude confiée à deux experts a conclu à l'opportunité de l'élaboration d'un véritable code du bruit. Cette solution apparaît plus réaliste que la rédaction d'une loi cadre sur le bruit. Elle permettrait en effet de clarifier les très nombreux textes existants sur le bruit et renforcerait ainsi l'efficacité de la lutte contre le bruit par l'Etat et les collectivités locales. C'est donc dans cette direction que le ministre délégué, chargé de l'environnement a demandé à ses services de s'orienter.

Pollution et nuisances (bruit)

30762. - 5 octobre 1987. - M. Christian Demuynck attire l'attention de M. le ministre délégué auprès du ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports, chargé de l'environnement, sur les nuisances sonores. Le Centre d'information et de documentation du bruit (C.I.D.B.) et le Conseil national du bruit (C.N.B.) s'efforcent de révéler à la société l'importance du bruit et ses conséquences dans notre vie quotidienne. De nombreuses plaintes leur sont adressées, concernant plus spécialement les troubles de voisinage et non pas les grandes sources de bruit. La nuisance sonore engendre très souvent des réactions psychologiques néfastes à la santé. Le système juridique français n'est pas toujours adapté à ce type de problèmes. L'information du grand public resté

notamment insuffisante. D'autre part, une action pourrait s'orienter vers les services concernés de l'Etat et des collectivités locales, pour un meilleur accueil et un suivi des plaintes. Il lui demande donc quelles mesures gouvernementales sont envisagées pour une meilleure qualité de la vie, principalement dans les cités urbaines.

Réponse. - Le Conseil national du bruit (C.N.B.), instance consultative placée auprès du ministre de l'environnement, et le centre d'information et de documentation sur le bruit (C.I.D.B.), destiné aux milieux professionnels, aux collectivités locales et au grand public, contribuent effectivement à l'effort du ministère de l'environnement pour sensibiliser l'opinion publique. En présentant au conseil des ministres du 17 février 1988 le bilan de la politique gouvernementale dans la lutte contre le bruit, le ministre de l'environnement a notamment insisté sur trois points : 1° la lutte contre les bruits de voisinage excessifs ; le ministre délégué chargé de la santé et de la famille vient de soumettre à l'avis du Conseil d'Etat un projet de décret relatif aux règles propres à préserver la santé de l'homme contre les bruits de voisinage, qui définit une infraction pour les troubles de voisinage excessifs portant atteinte à la tranquillité d'autrui. Ce décret se substituera, en matière de bruit, à l'actuel règlement sanitaire départemental. Sa publication permettra au Gouvernement de rappeler l'importance qu'il attache à un traitement rapide des réclamations et des plaintes et à la poursuite des infractions. Une circulaire interministérielle en ce sens sera adressée aux services concernés. 2° L'aide aux collectivités locales pour leur permettre de lutter efficacement contre le bruit : le bilan de la politique contractuelle menée depuis 1979 avec vingt-cinq villes pilotes fait ressortir le rôle important que les communes peuvent jouer dans la lutte contre le bruit. Il permet de mieux cerner les domaines dans lesquels l'aide de l'Etat se révèle la plus efficace : la prise en compte des nuisances sonores dans les documents et décisions d'urbanisme ; l'élaboration de recommandations techniques concernant l'isolation phonique des bâtiments publics et d'un guide juridique et pratique à l'usage des maires ; l'équipement progressif en appareils de mesures des services chargés du contrôle du bruit ; la mise en œuvre de procédures locales de conciliation et de traitement amiable des réclamations. 3° Le développement de la formation et l'information : les programmes de recherche, sur les effets du bruit notamment, seront intensifiés. Une part plus importante sera faite à l'enseignement de l'acoustique dans les formations techniques. La campagne d'information sur le bruit qui s'est déroulée en février dernier a associé les grandes villes de France. Elle s'est accompagnée de l'ouverture d'un service Minitel à l'usage du grand public (3615, code BRUIT).

Installations classées (pollution et nuisances : Val-de-Marne)

32242. - 2 novembre 1987. - M. Roger-Gérard Schwartzenberg attire l'attention de M. le ministre délégué auprès du ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports, chargé de l'environnement, sur les nuisances liées à l'utilisation d'un broyeur-concasseur, sur le territoire de la commune de Vigneux-sur-Seine. Cette installation classée, implantée depuis 1985, ne semble pas respecter la législation relative à la protection de la nature et de l'environnement. Il lui demande de bien vouloir lui donner des précisions sur les mesures qu'il envisage de prendre, afin de faire cesser ces nuisances.

Réponse. - Les inconvénients provoqués par le fonctionnement de l'installations de broyage-concassage de la société Matrif, à Vigneux-sur-Seine, proviennent essentiellement de la circulation des camions desservant l'entreprise. Afin de remédier à cette situation, l'exploitant a passé une convention avec la mairie de Vigneux-sur-Seine portant sur la remise en état et l'entretien d'environ 100 mètres de la voie utilisée par les camions, avec la participation de la société des Docks d'Orly, qui est également à l'origine de la dégradation de cette voie. Par ailleurs, l'arrêté du 26 octobre 1987 autorisant l'exploitation du broyeur-concasseur au titre de la loi du 19 juillet 1976 sur les installations classées impose à l'entreprise des prescriptions de nature à prévenir les dangers et inconvénients susceptibles de provenir de cette activité. Le non-respect de ces prescriptions ferait encourir à l'exploitant l'application des sanctions administratives ou pénales prévues par la loi.



CONGRES ANNUEL DES CHASSEURS

L'Union Nationale des Fédérations Départementales des Chasseurs a tenu, les 22 et 23 Mars 1988, son congrès annuel au siège de l'Assemblée Permanente des Chambres d'Agriculture à Paris.

Paul Melen, son directeur, a déclaré en particulier :

"Nous perdons des points lentement mais sûrement auprès de l'opinion publique. Communiquer par l'image lui apparaît la solution "payante", il va falloir penser, à d'autres dimensions : les chasseurs veulent être défendus".

Le Président BERNIE, de la Commission de la Communication, a proposé la création d'un "Fond National de promotion de la chasse" indépendant du budget de la commission de la communication. C'est unanime que le Congrès a voté le principe d'une participation d'au moins 3 francs par chasseur à ce Fonds National.

L'Union a également signalé que la pétition nationale pour la défense des chasses traditionnelles et régionales aurait récolté 120 mille signatures en trois semaines.

Pour la Commission Technique, le Président BOUHIER de l'ECLUSE a porté l'accent sur les actions de formation de piégeurs - regrettant l'aridité du carnet de piégeage, la prévention des dégâts de grand gibier et le suivi de la dynamique des espèces qui le composent, l'intérêt du suivi par l'Office National de la Chasse de l'état sanitaire du gibier (il est souhaité que l'Office puisse procéder à des interventions rapides de dépistage), les commissions techniques régionales, l'intérêt primordial d'un programme de recherche "lapins", les plans de gestion et de chasse petit gibier. A côté d'un effort sur le lapin, beaucoup d'autres actions sont à mener par suite de la prévision de disparition de l'agriculture que plus de dix millions d'hectares dans les années qui viennent.

Une communication du Dr. REYDELLET, ancien Président de la Commission Technique de l'O.N.C., a fait apparaître les excellents rapports régnant entre les deux Commissions OFFICE ET UNION. L'Office, a-t-il fait remarquer, a consacré au lapin plus de 8 millions en 5 ans, compte non tenu des salaires des agents de l'établissement.

La toute nouvelle Commission G.I.C. de l'Union (Président REANT) souhaite prendre le sujet à bras le corps et lance une enquête pour connaître leur situation actuelle. Il est remarqué que l'aspect juridique, pour l'instant, pose plus de problèmes qu'il offre de garanties. Le

Président HAMELIN : "Cette Commission deviendra de plus en plus importante, c'est là qu'est l'avenir".

A propos de la directive européenne sur les oiseaux ...

Le Président HAMELIN, Président d'Honneur de la F.A.C.E., a souligné le poids de la Directive européenne sur les oiseaux, sur le plan international, au cours de l'année qui vient de s'écouler. Il note cependant une certaine ouverture de la Commission Européenne vis-à-vis de la chasse. Il a tenu à souligner qu'à son avis le Ministre n'avait pas été assez énergique dans ses interventions à Bruxelles. M. LETOURNEUX a exprimé que le manque d'évolution de la position des chasseurs sur le plan des chasses traditionnelles a empêché une nouvelle approche des problèmes auprès de la commission Européenne.

Le Président SALLENAVE, pour sa part, demande que les gouvernements obtiennent la révision de cette Directive et que la Commission Européenne adopte une attitude plus conforme à l'esprit des textes et permettant de respecter les traditions nationales quand elles ne portent pas atteinte aux populations d'oiseaux ... Le principe d'une lettre à M. DELORS a été retenu par le Congrès.

En Assemblée Générale, le Syndicat National des chasseurs de France, présidé par M. GOUSTAT, a évoqué la signature des 2 conventions collectives concernant les personnels des Fédérations, a fait le point sur les réunions paritaires, a précisé les actions de formation sous l'égide du fonds d'assurance formation. Le Président BOUHIER de l'ECLUSE a donné aussi toutes informations sur les examens de contrôle de compétences des personnels techniques. Une nouvelle grille de classement complémentaire des secrétaires sera étudiée et le Président GOUSTAT a insisté sur le strict respect des conventions collectives pour éviter certaines dérives. L'Assemblée a par ailleurs été favorable à la mise en place d'une grille de notation des personnels propre aux fédérations.

Revenant à ses travaux, le Congrès s'est penché sur les problèmes de garderie. M. SERVAT, directeur de l'Office National de la chasse, a relevé qu'il ne semblait pas y avoir de problèmes particuliers, les conventions ayant été renouvelées avec simplement des points de détails.

Le Président SALLENAVE, enfin, a annoncé que la Fondation Nationale pour la Protection des Habitats de la Faune Sauvage a dépassé les 1 000 ha de patrimoine avec deux nouveaux achats. Un million est bloqué pour 2 autres et 2 millions restent disponibles. Il souhaite que les dix fédérations qui ne cotisent pas le fassent : "la Fondation est la meilleure image que donnent les chasseurs de France".

Contact :

UNFDC
48, Rue d'Alésia
75014 PARIS

TRANSPORTS

A.G. DE LA FNAUT

MOTIONS VOTÉES PAR L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU 19 MARS 1988 DE LA FÉDÉRATION NATIONALE DES ASSOCIATIONS D'USAGERS DES TRANSPORTS (FNAUT 2000).

Motion n° 1

A l'approche de l'élection présidentielle, les Associations de la Fédération Nationale des Associations d'Usagers des Transports (FNAUT 2000) réunies le 19 mars en Assemblée Générale, attirent l'attention des candidats sur la nécessité d'une politique des transports et déplacements tenant compte, d'une part des aspects sociaux que comportent les transports de personnes et qui sont concrétisés par le DROIT AU TRANSPORT inscrit dans la Loi d'Orientation des Transports Intérieurs du 30.12.82, d'autre part de ses aspects économiques et écologiques.

Une telle politique implique en particulier que soit rigoureusement maintenue et favorisée la mission de service public de ces transports, de manière à assurer notamment les besoins de mobilité de toutes les catégories de la population sans exception.

Motion n°2

Les Associations membres de la Fédération Nationale des Associations d'Usagers des Transports (FNAUT 2000), réunies en Assemblée Générale le 19 mars 1988, ont vivement regretté l'éviction de leur secrétaire général, Jean SILVARDIERE, du Conseil d'Administration de la SNCF où il représentait les voyageurs. Dans ce rôle, Jean SILVARDIERE s'était efforcé, tout en défendant les intérêts concrets des voyageurs, de faire oeuvre constructive en intervenant pour que la SNCF s'adapte, notamment sur le plan commercial, aux évolutions et aux besoins de notre époque et devienne l'entreprise dynamique et performante souhaitée par les Français.

S'interrogeant sur les raisons de cette éviction et celles qui ont conduit au choix de son remplaçant, désigné à titre personnel, les représentants des Associations d'Usagers ont souligné l'absolue nécessité d'une représentation véritable, et qualifiée des voyageurs au Conseil d'Administration de la SNCF, en se réservant d'intervenir pour le cas où il n'en serait pas ainsi avec le nouvel administrateur.

Motion n° 3

Le TGV, avec ses performances remarquables, constitue un nouveau moyen de transport qui ne peut être assimilé à une simple amélioration du chemin de fer classique, et c'est à juste titre qu'on commence à développer un réseau de ce nouveau mode de transport.

Il semble toutefois que ses caractéristiques conduisent les décideurs à déprécier l'intérêt des anciens modes. Ainsi la mise en service du TGV

Sud-Est s'est traduite par une détérioration de nombreuses liaisons, dont les plus importantes sont la desserte Strasbourg-Lyon ou les services express sur Paris-Dijon.

Il est à craindre que le TGV Atlantique et plus encore les liaisons directes de province par l'interconnexion ne conduisent à la disparition de transversales sous prétexte qu'il existera alors des liaisons directes meilleures assurées par le TGV. Par exemple les liaisons Lyon-Nantes ou Lyon-Bordeaux seront alors réalisées dans de bien meilleures conditions par l'interconnexion que par l'emprunt des transversales. Que deviendront alors les dessertes actuelles entre ces villes ?

Négliger les Transversales serait oublier l'importance des liaisons de cabotage, y compris la fonction de rabattement sur le réseau TGV que ces lignes devraient assurer ; ce serait aussi conduire à une France à deux vitesses, engendrée par une SNCF à deux vitesses.

Le TGV doit se traduire par un "plus" pour toutes les liaisons et non par une dégradation de la desserte des zones non desservies directement par le nouveau mode de transport : un TGV non coordonné avec les dessertes interrégionales, régionales et locales perdrait la moitié de son intérêt et les trois quarts de sa rentabilité, à la manière d'une autoroute dont les échangeurs déboucheraient sur de vagues sentiers parsemés d'ornières.

Pour éviter une telle incohérence, la FNAUT 2000 demande avec insistance qu'il soit procédé au plus tôt à une étude d'ensemble d'un système de déplacements incluant tous les modes, y compris les transports aériens et les lignes régulières de cars.

Contact :

FNAUT
Tél. (1) 43.35.02.83

JUSTICE



CONDAMNATION EN CORRECTIONNELLE D'UN ELEVEUR DE POULES EN BATTERIE POUR ACTES DE CRUAUTE

*La Ligue Française des Droits de l'Animal
communique l'information suivante :*

Après 18 mois de procédure, la Ligue française des Droits de l'Animal vient d'obtenir la condamnation d'un éleveur qui avait volontairement fait mourir les 30 000 poules de son élevage. C'est en Juin 1986 que Jean-Claude Lassalle éleveur à Saint-Caradec (22) avait privé ses poules de nourriture, d'au et d'aération, " pour attirer l'attention des pouvoirs publics

sur la crise de l'oeuf". Les 30 000 Poules étaient mortes après des souffrances et une agonie prolongées. Ces actes avaient reçu le soutien d'un syndicat breton de producteurs d'oeufs.

Après qu'une plainte déposée immédiatement ait été classée sans suite par le Parquet, la L.F.D.A., accompagnée de deux autres associations, s'est constituée partie civile, afin que la procédure soit poursuivie, et ce malgré une consignation au greffe exceptionnellement élevée.

Par jugement en date du 18 Février 1988, le Tribunal Correctionnel de Saint-Brieuc a condamné J.C. LASSALLE à 3 mois de prison avec sursis, pour actes de cruauté, alors que le Ministère Public n'avait requis qu'une peine de principe. La L.F.D.A. se réjouit de cette condamnation: tout en compatissant à la situation financière catastrophique de cet éleveur, elle estime que la ruine qui le menaçait, et qui est consommée, ne justifiait rien la cruauté dont il s'est rendu coupable.

Contact :

Ligue Française de Droits de l'Animal
21 Rue du Cherche Midi
75006 PARIS
Tél. (1) 42.22.25.91.

AGRICULTURE

L'ESPACE RURAL DANS L'IMPASSE

Les problèmes soulevés par la mise en jachère d'une partie des terres agricoles avec pour objectif de limiter la production d'excédents ne concernent pas le seul monde paysan. Le chiffre de 6 millions d'ha de terre agricoles "libérées", soit un hectare sur cinq est le plus souvent cité. Le nombre d'exploitations agricoles passant, dans le même temps, d'un million à 300 000.

S'il en était ainsi, ce phénomène nous concernerait tous très directement.

En effet qu'advierait-il, dans ce cas, de l'espace rural et de la paysannerie qui l'a façonné ? Quelles productions s'élaboreraient dans les exploitations agricoles industrialisées qui subsisteraient et à quelles conditions ? A ces questions, des associations et des syndicats d'horizons divers ont souhaité mettre en commun leurs réflexions et leurs inquiétudes.

Depuis les années 50, le modèle productiviste imposé à la paysannerie a abouti à la crise de surproduction actuelle transformant la gestion des excédents agricoles

en un gouffre financier pour les Etats membres de la C.E.E. Les choix budgétaires européens récents perpétuent cette situation en obligeant à une production à bas prix, alignés sur les cours mondiaux, dans des exploitations semblables aux "usines à lait" nord européennes par exemple ou à celles des céréaliers américains. Les conséquences de ces choix sont redoutables à plus d'un titre.

En premier lieu, ce type de production déprécie gravement la qualité des aliments produits en portant atteinte à la qualité qui leur est encore apportée par une production locale et paysanne. Il est fort consommateur de produits intermédiaires (machinisme agricole, engrais, produits phytosanitaires, etc...) dont l'utilisation provoque de graves problèmes d'environnement. S'il était tenu compte de ces "intrants" agricoles dans la balance commerciale agricole de notre pays, celle-ci apparaîtrait finalement comme déficitaire.

Par ailleurs, cette agriculture qui s'industrialise, fait appel aux cultures d'exportation en provenance des Etats-Unis et du Tiers-Monde. C'est en effet l'équivalent de 1/7 des surfaces communautaires qui sont importées annuellement à bas prix sous forme de produits destinés à l'alimentation animale (manioc, soja et autres produits). Ces cultures d'exportation détournent certains pays du Tiers Monde des cultures vivrières indispensables à leur alimentation? En effet, les céréales en excédent bradées par les pays développés ravagent les agricultures de ces pays en les dissuadant de produire eux-mêmes leur nourriture.

Ce type de développement a multiplié les impasses.

Sous un tel éclairage, quel avenir se profile par la Franche-Comté ? Actuellement, les 11 500 producteurs de lait francs-comtois produisent 1,1 millions de litres de lait tous les ans, ce qui correspond à 4 % de la production nationale. Certaines prévisions envisagent la disparition de 60 % de ces producteurs d'ici 15 ans, alors que la relève est encore possible d'un point de vue démographique et que les petites et moyennes exploitations laitières de Franche-Comté sont celles qui permettent la meilleure valorisation du lait (qualité, coût de production, autonomie, respect de l'environnement). Si dans notre région, dont le taux de boisement est de 42 % sur l'ensemble des 3 départements, le schéma productiviste était maintenu en agriculture, une transformation radicale du paysage s'en suivrait provoquant la disparition d'un tissu rural vivant et un afflux de chômeurs supplémentaires aux portes de l'A.N.P.E.

Des solutions alternatives existent à tous ces problèmes. C'est pour y réfléchir et susciter un débat que des associations et des syndicats ont engagé une réflexion commune. Pour eux, le désert vert, composé d'un océan de friches et de forêts, est inacceptable. Il vide les campagnes des

hommes qui les font vivre, impose un usage intensif de produits chimiques dépréciant la qualité des terres, de l'eau et des pays excédentaires, tout en leur otant les moyens d'acheter nos excédents qui vont croissants.

Fédération de Protection de la Nature et de l'Environnement du Doubs

MANIFESTATIONS

LES REGIONS DE MONTAGNE

Le Conseil de l'Europe organise, du 9 au 11 Mai, en Italie une conférence européenne des régions de montagne, dans le cadre des conférences permanentes des pouvoirs locaux et régionaux de l'Europe.

L'objectif de cette conférence est de passer en revue les problèmes qui se posent aux régions de montagne en Europe, d'analyser les politiques existant en faveur de ces régions et de préparer des recommandations aux instances nationales et européennes compétentes.

Contact :

Organisateur : tél. 0461/983 880 (Italie)
et Télex : 400298.

EAU

L'EAU A BESOIN DE L'HOMME

Les Agences de l'eau, le Ministère de l'Environnement et les distributeurs d'eau ont élaborer un dossier sur le thème "l'eau a besoin de l'homme, protégeons-la" dans le cadre d'une campagne du même nom.

Au sommaire :

- Présentation de la campagne,
- Story-board du spot TV conçu pour la campagne,
- Le rôle des Agences de l'eau,
- Présentation des 6 agences de l'eau,
- Le rôle du syndicat professionnel des distributeurs d'eau
- Le Ministère de l'environnement : le Ministère de l'eau.

Ce dossier est consultable au siège de la FFSPN.

PUBLICATIONS



PLUIES ACIDES

La revue "Acid News" éditée par les Secrétariats des ONG Suédoises et Norvégiennes ont consacré leur numéro de février 1988 aux problèmes suivants :

- les émissions de nitrogène en Norvège,
- pluies acides : la Belgique est le pays en majorité responsable des problèmes d'acidification en Europe de l'Ouest.
- pluies acides aux Etats-Unis.

Cette revue est consultable à la FFSPN.

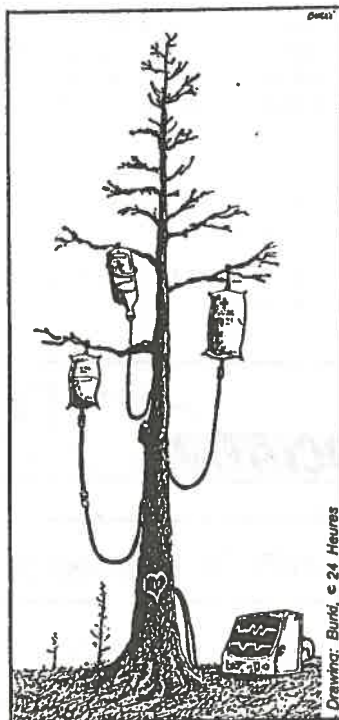


Illustration extraite de "Acid News" n°1 février 88.

NOUVEAUX CONTRATS ETAT REGIONS

La Revue "Campagnes à la page" n°71, éditée par le Ministère de l'Agriculture (Direction de l'espace Rural et de la Forêt) est consacrée aux nouveaux contrats Etat-Régions. Dans le cadre de ces contrats, un dossier est consacré au développement rural dans les contrats Etat-régions.

Contact :

"Campagnes à la page"
Ministère de l'Agriculture
Sous-direction du développement Rural
19, Avenue du Maine
75732 PARIS CEDEX 15

MILIEU NATUREL



SOUSCRIPTION PATRIMOINE HAUTES VOSGES

Le Conservatoire des Sites Lorrains, le Conservatoire des Sites Alsaciens et le WWF-France se sont unis pour lancer l'action "patrimoine Hautes Vosges".

Cette action originale consiste à acheter, louer ou gérer des espaces naturels exceptionnels et à envisager leur devenir par des pratiques agricoles ou touristiques respectueuses de l'environnement... une action qui se traduit par une souscription ayant pour objectif de réunir, en 1988, la somme de 100 millions de centimes affectée aux projets suivants :

- souscription CHAUMES DE VENTRON,
- souscription HAUTE VALLEE DE LA DOLLER,
- souscription MASSIF DU HOHNECK,
- souscription FONDS SPECIAL HAUTES VOSGES.

Contact :

Conservatoire des Sites Lorrains
Tél. (16) 87.07.65.61.

Conservatoire des Sites Alsaciens
Tél. (16) 89.48.23.44.

VIE ASSOCIATIVE



PRIX AIGRETTE ET SURMULOT

Comme chaque année, la FRAPNA réunie en Assemblée Générale, a attribué le Prix Aigrette (petit héron blanc) au meilleur défenseur de l'environnement, et le prix Surmulot (rat d'égouts) à son pire détracteur. Cette année, devant la "qualité" des nominés, deux prix Surmulots n'ont pas pu être départagés !

Prix AIGRETTE : Maire de Séchilienne

Pour la contribution significative de sa commune à la participation du réaménagement de la première réserve naturelle du département.

Il s'agit de la réserve naturelle du Lac Luitel dans le Massif de Chamrousse, créée en 1961.

Ce réaménagement a été traité de manière à protéger ce milieu particulièrement riche sur le plan naturaliste. Découverte du milieu par des installations à caractère pédagogique et dissuasifs.

Prix SURMULOTS : Monsieur Jean Guy CUPILLAR

Conseiller Général du Canton de Bourg d'Oisans, Vice-Président du Conseil Général

Maire d'Huez.

Promotion des stations de sport d'hiver, et détérioration des milieux environnants.

Affaire de Vaujany, ou la commune avec l'argent d'E.D.F. (taxe parafiscale) issu des installations de Grand-Maison a réalisé des aménagements pour le ski, dans un massif très riche sur le plan biologique.

Fait le forcing, pour l'abrogation d'un article de la Loi Montagne interdisant les déposés héliportés en Haute Montagne.

Monsieur Bernard PELLARIN, Président du Conseil Général et Maire de Cruseilles, (Haute(Savoie).

- Pour ses projets mégalomaniques de golfs internationaux, complexes hôteliers et habitations de luxe avec héliport etc... sur le Mont Salève, avec destruction de 90 ha de forêts (163 000 arbres). Ceci couvert par un simple P.O.S. partiel.

- Pour sa distribution d'eau potable polluée, sanctionnée par les Tribunaux.

- Pour le non fonctionnement de la station d'épuration communale.

FORMATION



WEEK END SUR L'EAU

Dans le cadre de son action de sensibilisation du grand public en faveur de la protection de l'eau, la Commission Permanente d'Etude et de Protection des Eaux, du Sous-Sol et des Cavernes organise conjointement avec l'union fédérale des consommateurs un week-end "eau potable", les 28 et 29 Mai 1988.

Lieu : Centre Pierre Mendès France,
3, Rue Beauregard à BESANCON

Programme :

- Eau en milieu naturel,
- Surveillance eau potable,
- Moyens et services,
- Analyses,
- Risques sanitaires eau polluée,
- Exemple d'action de consommateurs en eau potable,
- Visite de station de traitement des eaux de Chenecey-Buillon.

Inscriptions :

C.P.E.E.S.C.
Centre Pierre Mendès France
3, Rue Beauregard
25000 BESANCON

ou U.F.C.
Place du 8 Septembre
25000 BESANCON

LA LETTRE DU HERISSON



n° 87

special associations

sommaire

LEGISLATION	Attention au développement des pratiques para-commerciales	P.3
IMPORTANT	Message du Ministère de l'Environnement	P.3
APPEL D'OFFRES	P.4 à 6
FORMATION	Stages FRAPNA-Savoie	P.7
	Connaître et reconnaître les oiseaux	P.7
ANNONCES	P.7 - 8

RAPPEL **urgent**

RENOUVELLEMENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Parmi les fonctions importantes de l'Assemblée Générale, il y a les élections au Conseil d'Administration.

Le Conseil comporte 24 membres élus à titre personnel. Il est renouvelable par tiers tous les ans. Cette année : 8 postes sont à pourvoir.

Pour être candidat, il faut être majeur et adhérer à une association membre de la FFSPN.

Pour que la FFSPN représente toujours les forces-vives du pays en matière de protection de l'environnement, son Conseil d'Administration doit pouvoir se renouveler..

SOYEZ DONC CANDIDAT !

Les candidatures, rédigées sur papier blanc (pas de papier en-tête d'association) doivent parvenir à la FFSPN pour le 15 AVRIL 1988 DELAÏ DE RIGUEUR. (dactylographiées, merci).

Elles comportent, sur une page recto uniquement, la présentation du candidat et de ses objectifs. Ce document sera reproduit et envoyé à toutes les associations avant l'Assemblée Générale.



ATTENTION AU DEVELOPPEMENT DES PRATIQUES PARA-COMMERCIALES

Edouard Balladur, Georges Chavanès et Jean Arthuis ont signé une circulaire le 12 Août 1987, à l'intention des services fiscaux, relative à la lutte contre les pratiques para-commerciales (J.O. du 22 Août 1987).

Extraits de la circulaire :

"Les pratiques commerciales qui consistent à se livrer à une activité commerciale sans supporter les charges correspondantes sont une atteinte aux règles d'une saine concurrence. A ce titre, elles doivent être combattues. On en peut admettre, qu'avec une concurrence devenue plus intense certaines entreprises rencontrent des difficultés, non pas parce qu'elles sont insuffisamment efficaces mais parce qu'elles perdent des clients au profit de concurrents dont la seule performance consiste à ne pas supporter les mêmes charges.

Le développement des pratiques para-commerciales est un mouvement spontané qui témoigne souvent moins d'un désir de fraude que l'initiative naturelle de personnes ou d'organismes voulant développer leur activité sans prendre connaissance des règles qui leur sont applicables.

Ce sont les activités commerciales des associations et des coopératives d'entreprise ou de comités d'entreprise qui font l'objet des plus vives critiques des commerçants. Il est souvent dans la nature des associations et coopératives de se livrer, ne serait-ce qu'à titre accessoire, à des opérations de caractère commercial. Mais il convient de distinguer l'activité normale, de l'association ou de la coopérative, de l'extension abusive qui nuit aux commerçants.

Le caractère para-commercial de l'activité doit être présumé dès lors que, n'étant pas assujettie à l'ensemble des obligations des commerçants, celle-ci s'adresse de manière habituelle à des tiers c'est-à-dire à des personnes non-membres de l'association ou extérieures à l'entreprise dans le cas d'une coopérative :

- dans le but de réaliser un projet ou de rentabiliser la prestation offerte aux membres de l'association ou de la coopérative.
- pour autant qu'elle concurrence directement des activités commerciales similaires et dès lors que le chiffre d'affaires

faire réalisé avec ces tiers n'est pas marginal.

s'adressant aux services fiscaux :

"Vous ferez... par ailleurs procéder à un contrôle approfondi de certaines activités strictement commerciales qui s'exercent de manière délibérée dans le cadre juridique des associations. Ce phénomène semble se développer dans le secteur de la restauration et des hébergements à but non lucratif. Il ne s'agit pas de nier l'intérêt de l'action de ceux des organismes qui exercent une activité de nature sociale, mais d'éviter tout détournement illicite du cadre associatif, sous prétexte d'un objet fausement ou très accessoirement social.

Les services fiscaux et les greffes des tribunaux de commerce seront informés systématiquement du cas des personnes ou des associations qui exercent des activités commerciales de manière habituelle, sans avoir la qualité de commerçant".

Extrait de : Brèves CAUE N°1 - Février/Mars 1988.

! IMPORTANT! I

MESSAGE DU MINISTRE DE L'ENVIRONNEMENT

"En vue de la publication d'un numéro spécial de la Revue PLAIN PIED sur le thème "Handicap et Environnement".

Pouvez-vous signaler les réalisations que vous connaissiez en matière de :

- sentiers et chemins adaptés au handicap mental ou physique,
- Aménagement des Espaces naturels, plages ... (accès et signalétique, jardins d'odeurs, identification tactile ou par les sons...).

En mentionnant les coordonnées d'un responsable pour information complémentaire si possible."

Transmettre rapidement vos renseignements à la F.F.S.P.N.

FONDS NATIONAL POUR LE DEVELOPPEMENT DE LA VIE ASSOCIATIVE

APPEL D'OFFRES

PRACTIQUE DE LA VIE ASSOCIATIVE EN FRANCE ET EN EUROPE

Le présent appel d'offres s'inscrit dans le cadre des études et recherches financées par le fonds national pour le développement de la vie associative. Il traduit la volonté des partenaires impliqués dans ses orientations et sa gestion de promouvoir la connaissance de la vie associative en fonction de thèmes répondant à des préoccupations prioritaires.

La vie associative en France constitue aujourd'hui une réalité importante, puisque si en 1963, il y avait un peu plus de 10 000 créations d'associations, en 1987 il y en a plus de 50 000. Malgré l'absence de données fiables sur les dissolutions, ce chiffre témoigne d'une grande vitalité.

D'après une enquête réalisée par le CREDOC sur les pratiques culturelles des Français en décembre 1985, 45 % des Français déclarent faire partie ou participer aux activités d'une association. Ce sont les associations sportives qui recueillent le plus de participants (20 %), suivies des associations culturelles ou de loisirs (12%).

Ces pourcentages nous montrent la place que tiennent les associations dans la vie sociale des Français, cependant ils ne nous renseignent pas sur leur participation au sein de la vie associative, notamment leur prise de responsabilité dans ces structures.

Depuis une vingtaine d'années, la vie associative a beaucoup évolué et a dû s'adapter à des nombreuses mutations : développement et insertion dans le secteur économique, décentralisation, nouvelles relations avec les pouvoirs publics, notamment. Demain, les associations vivront à l'heure de l'Europe : aussi doivent-elles s'y préparer dès aujourd'hui.

C'est pourquoi, compte tenu des évolutions que l'on peut constater et des perspectives qui se dessinent, il est utile de mieux connaître la pratique associative en France et en Europe.

L'appel d'offres invite les associations à présenter des projets d'études et de recherches sur les deux thèmes suivants :

- les transformations de l'engagement bénévole
- les nouvelles formes de partenariat

L'ensemble des travaux présentés devront dans toute la mesure du possible, prendre en compte la dimension comparative européenne.

1../...

LH DU 15 AVRIL 1988-4-

-1-

THEME 1
LES TRANSFORMATIONS DE L'ENGAGEMENT BENEVOLE

L'engagement bénévole peut prendre des formes diverses : il s'exprime notamment par l'adhésion à des associations existantes ; il se manifeste également par la volonté de créer des structures associatives nouvelles.

Il s'agit d'étudier les nouveaux adhérents et les créateurs de nouvelles associations, au travers d'exemples précis susceptibles de permettre des comparaisons à base géographique ou sectorielle.

Qui sont-ils ?

Pour quelles raisons s'investissent-ils dans les associations ? quels sont les rapports qualitatifs et quantitatifs entre bénévolat et adhésion ?

Comment se caractérisent aujourd'hui les différents degrés de l'engagement bénévole dans les associations ?

Pourquoi crée-t-on des associations aujourd'hui ? pourquoi choisit-on ce statut juridique plutôt qu'un autre ?

Sur quelle base se fait l'adhésion : un objectif, une idéologie, le simple bénéfice des prestations ?

Autant de questions auxquelles les projets présentés devront s'attacher à répondre. A partir de l'analyse des motivations des adhésions et d'une typologie des nouveaux adhérents ou créateurs, on essaiera de repérer quelques types de pratiques du volontariat.

Parmi ces personnes, la place des jeunes devra être particulièrement prise en compte afin de mesurer les relations qu'ils entretiennent avec la structure associative et l'engagement qu'ils peuvent y prendre.

Quelle sensibilisation à la vie associative pour les jeunes ?

Quelle place est faite aux jeunes ?

Quel rôle ont-ils ?

Quelle place veulent-ils ?

Voici quelques questions parmi celles qui doivent être posées afin de mieux comprendre le rapport entre les jeunes et les associations. Une étude de l'âge des créateurs d'associations et de celui des membres des instances décisionnelles et consultatives devra permettre d'étayer les hypothèses.

2../...

-2-

THEME II

LES NOUVELLES FORMES DU PARTENARIAT

Dans un contexte général en mutation, il s'agira d'analyser à partir des pratiques des associations l'évolution du partenariat.

Les projets devront prendre en compte à la fois l'espace, les formes de partenariat et les aspects juridiques :

L'espace : il s'agira d'analyser au travers d'exemples précis quelles sont aujourd'hui les relations qu'entretiennent les associations avec les pouvoirs publics et leurs autres partenaires que ce soit au niveau européen, national ou local; comment elles ont dû s'adapter aux changements des structures institutionnelles.

Les formes de partenariat : aujourd'hui le conventionnement est de plus en plus utilisé par les pouvoirs publics; cela implique pour les associations des relations différentes, notamment une forme d'engagement réciproque.

Comment est perçu ce changement par lequel des liens contractuels tendent à compléter, voire à remplacer les notions traditionnelles de tutelle et de subvention ? Comment les associations ont-elles modifié leurs pratiques et la gestion de leurs moyens face à cette évolution ?

De nouvelles formes de partenariat voient le jour, en particulier avec les entreprises, les banques, le secteur de l'information et de la communication: rencontres, aides techniques, interventions, conseil, aides financières. La question du mécénat devra notamment être abordée.

La transformation ainsi que l'apparition de nouvelles formes de relations inter-associatives, y compris au niveau européen, devront également être prise en compte.

les aspects juridiques : dans ce dernier volet seront traitées les questions liées au contrat, à la nature des missions confiées aux associations, à l'implication des associations dans des structures juridiques différentes...

Au moment où le partenariat des associations semble prendre de nouvelles formes, il importe de connaître exactement la réalité, de savoir s'il existe des redistributions, si les différents intervenants occupent toujours la même place, si les structures ont dû se modifier, si les questions de communication internes et externes ont été réexaminées.

Les études auront nécessairement une partie descriptive, mais feront une large place au travail d'analyse et d'évaluation et déboucheront sur un essai de prospective.

MODALITÉS DE PRÉSENTATION

Les dossiers devront être présentés sous la forme :

d'un dossier administratif et financier en deux exemplaires selon le modèle de demande d'aide auprès du Fonds National pour le Développement de la Vie Associative - F.N.D.V.A. (document joint - annexe).

-joindre un relevé d'identité bancaire ou de c p pour chaque type d'actions présentée (à coller sur les fiches relatives au financement).

-joindre un exemplaire des statuts de l'association avec photocopie de la publication au Journal officiel, à l'appui de la première demande de concours du FNDVA.

-joindre les documents suivants au premier dossier présenté au cours d'une année budgétaire :

- la composition des organes dirigeants, le nom des administrateurs et leur mode de désignation;
- les rapports moraux et financiers approuvés par la dernière Assemblée Générale;
- le budget réel, le compte financier du dernier exercice ainsi que le dernier bilan connu;
- le budget prévisionnel de l'exercice en cours.

d'un projet scientifique sur papier libre (trois exemplaires sont demandés) précisant :

- les travaux déjà effectués sur le même sujet en France et éventuellement à l'étranger ;
- si ce projet s'inscrit dans un programme déjà financé par ailleurs ;
- le plan de recherche en présentant la problématique et les résultats attendus ;
- la méthodologie en indiquant notamment les procédures utilisées (questionnaires, entretien semi-directifs ou non) en joignant les projets, s'ils sont élaborés, et en présentant la composition des échantillons éventuels.
- le calendrier de déroulement des travaux

Seront également indiqués :

Le nom et les références des responsables des travaux, leurs relations avec l'association (membre, salarié, vacataire...);

Les contacts prévus au plan national et international.

L'association candidate précisera si elle a déjà présenté un dossier au F.N.D.V.A. au titre des études, recherches, expérimentations, et s'il a été retenu.

Les associations dont les dossiers auront été retenus seront invitées à participer à un ou deux regroupements au cours des travaux autour de personnalités scientifiques connaissant bien le secteur associatif, afin d'assurer un accompagnement méthodologique pour confronter les problématiques et permettre des analyses comparatives.

Les dossiers devront parvenir impérativement au

Secrétariat du F.N.D.V.A.-

78 rue Olivier de Serres, 75739 PARIS CEDEX 15

Avant :

le 15 mai 1988

C A R A C T E R I S T I Q U E S D E L' A S S O C I A T I O N			
NOM DE L'ASSOCIATION		Nom du Président	
Adresse et téléphone :			
AFFILIATION OU ADHESION A :			
ACCREMENTS OU HABILITATIONS MINISTERIELS :			
N°	DATE	Ministère	
	J M A		
ACTIVITES DE L'ASSOCIATION :		NOMBRE D'ADHERENTS :	
- Secteur d'activités :		- Personnes physiques :	
- Publics :		- Personnes morales :	
- Nature des Activités (1) :		(1) Exemple : formation, gestion d'équipement, édition, etc...	
L E S M O Y E N S D E L' A S S O C I A T I O N			
RESSOURCES FINANCIERES		RESSOURCES HUMAINES	
Compte de fonctionnement année n-1 :		Place du bénévolat (en nombre de personnes) :	
Budget prévisionnel année n :		Membres des instances dirigeantes : Responsables d'activités non élus : Participants aux activités :	
RESSOURCES année n-1 :		Personnels salariés :	
Subvention Etat :		Permanents temps plein :	
dont aides à l'emploi (.....)		Permanents temps partiel :	
Subvention collectivités territoriales :		Salariés occasionnels ou saisonniers :	
Subventions organismes sociaux :		Mis à disposition :	
Recettes propres :		Autres (TUC, Objecteurs)	

LH DU 15 AVRIL 1988

FINANCEMENT DE L'ETUDE RECHERCHE		R E C E T T E S	
D E P E N S E S		R E C E T T E S	
I Personnel (salaires et charges)		I Ressources propres de l'association	
- de l'association			
- intervenants extérieurs			
II Frais généraux de gestion et de Secrétariat		II Subventions	
		Collectivités territoriales	
		Organismes sociaux	
		Etat : précisez :	
		-	
		-	
		-	
III Frais de déplacements (s'il y a lieu)		FNDVA Sollicité	
		Total Subventions	
Total général		Total général	
N.B. Pour chaque rubrique, précisez les éléments du coût			
COLLER ICI UN RELEVÉ D'IDENTITÉ BANCAIRE			

COTISATIONS : ATTENTION

DANS LA LETTRE DU HÉRISSON n° 85 DU 15 MARS 1988 - SPÉCIAL COTISATIONS - UNE ERREUR S'EST GLISSÉE À LA PAGE 5 : AU PARAGRAPHE "ASSOCIATIONS CORRESPONDANTES", LA COTISATION ANNUELLE FORFAITAIRE S'ÉLÈVE À 900 F (ET NON 600 F COMME IL ÉTAIT INDICÉ).

MERCI DE NOUS EN EXCUSER.

ANNONCES

JH ELA. CHARGE
HERISSON D'EN
TIRINE DANS LES
BOIS ROCHES ET TUNANT
L'AUTOTINÉ.
CONTACT TEROFRED

EMPLOI RECHERCHE - URGENT

Philippe ROUX, 35 ans, actuellement maître-assistant au Laboratoire d'Ecologie Animale à la Faculté des Sciences de Marrakech, recherche un emploi dans le domaine de la protection de l'environnement.

Formation :

DUES chimie biologique (1972)
Maîtrise Science-option biologie animale
CES Zoologie, CES physiologie animale,
CES Psychophysiologie, CES Ecologie.
DEA d'Ecophysiologie comparée à la reproduction animale.

Activité :

Moniteur de T.P. de biologie animale
Contractuel aux Terres Australes et Antartiques Françaises.
V.A.T. en Terre Adélie
Coopérant scientifique civil à la Faculté de Marrakech.
Nombreuses participations à des articles, travaux et ouvrages : "Le chant du Manchot Adélie", "Atlas des oiseaux nicheurs du Maroc"...

Contact :

Philippe ROUX
Maître assistant
Laboratoire d'écologie animale
Département des Sciences de la Vie
Faculté des Sciences
BP 515
MARRAKECH - MAROC -

Le WWF à 3 meubles-bureaux métalliques à céder.

Si vous êtes intéressés, contactez le (1) 45.27.58.02.

FORMATION

STAGES FRAPNA-SAVOIE

Apprendre à jardiner sans polluer la nature en vous initiant au jardinage biologique (24 Avril 1988, prix : de 110 à 150 F).

Observer et écouter les oiseaux à travers bocages et prairies (7 Mai 1988, prix : de 50 à 90 F).

Découvrir les animaux, les plantes et les sols forestiers d'une forêt de montagne (14-15 Mai 1988, prix : 220 à 500F).

Tels sont les thèmes des sorties-nature et stages que vous propose en Avril et Mai la Fédération Rhône Alpes de Protection de la Nature - Section Savoie.

Renseignements et Inscriptions :

FRAPNA SAVOIE
20, Rue Croix d'Or
73000 CHAMBERY

Tél : 79.85.31.79.

CONNAITRE ET RECONNAITRE LES OISEAUX

Si vous êtes intéressés par la découverte du monde des oiseaux. La SEPBN (Société pour l'Etude et la Protection de la Nature en Bretagne) et le CIELE (Centre d'Information sur l'Energie et l'Environnement) avec le concours de la Maison de la Consommation et de l'Environnement et la ville de Rennes, Bibliothèque Municipale vous invitent du 5 au 30 Avril à la Maison de la Consommation et de l'Environnement à venir découvrir les différentes animations qui vous seront proposées durant ce mois (48, Bd Magenta, à Rennes).

Contact :

S.E.P.N.B.
Tél.(16) 98.49.07.18.

OFFRE D'EMPLOI

L'Association auvergnate Espaces et Recherches (Education et Protection Nature) embauche à Clermont-Ferrand, un (e) Animateur (trice) - Nature confirmé (e), de bon niveau naturaliste et pédagogique, pour un poste de Technico-Commercial des séjours Nature (scolaires et extra-scolaires) et de Responsable du Secteur Animation Formation.

- . Conception - promotion - vente des séjours,
- . Coordination équipe pédagogique,
- . Formation/ Animation
- . Terrain

Sens de l'organisation et de la relation, esprit d'initiative indispensables.

Ouverture du poste : Mars 1988

Envoyer lettre de motivation et C.V. à :

ESPACES ET RECHERCHES
23, Rue René Brut
63110 BEAUMONT
Tél. 73.27.56.57.

DEMANDE D'EMPLOI

Thierry LAROUSSE, 26 ans, désire se consacrer à la lutte pour la protection de la nature.

Formation :

BAFA

Peu exigeant, il se propose de travailler en tant que bénévole, moyennant logement et nourriture. Très motivé.

Contact :

LAROUSSE Thierry
9, Rue du Pré aux Moines
45510 VIENNE EN VAL

DEMANDE D'EMPLOI

Rémy l'HOEST-MARTIN, 21 ans, recherche un poste lui permettant de mettre en avant son intérêt pour les sciences humaines, la naturopathie et la faune.

Formation : CAP de maçonnerie
BEP de géomètre topographe

Contact :

Rémy l'HOEST MARTIN
Bt Bourgogne- Appt 29
Les Merisiers
78200 MANTES LA VILLE

DEMANDE D'EMPLOI

Christian DENIS, 22 ans, souhaite consacrer sa vie professionnelle à la protection de la nature.

Formation :

Niveau BAC D

Anglais, Allemand

Educateur stagiaire (insertion professionnelle des handicapés mentaux),
Stage de Crypto-Régulateur Télégraphiste

Permis B - Notions d'informatique.

Passionné par la Nature (photographie animalière).

Contact :

Christian DENIS
Chemin de la Viète
50840 FERMANVILLE

Tél. (16) 33.54.25.93.

PROPOSITION AUX ASSOCIATIONS

Arnaud BOISTEL, 30 ans, possède à son actif plus de 40 encadrements sportifs de plein air (voile, plongée, randonnées...) et une très bonne connaissance de l'environnement (ingénieur agronome, enseignant en agronomie, réalisation d'études d'impact, participation activités associations naturalistes...).

Il offre ses compétences à toute association ayant projets d'animation de plein air, de découverte du milieu, de protection de l'environnement.

Contact :

A. BOISTEL
15, Rue J.L. Breton
18000 BOURGES

Tél. 48.24.65.63.

OBJECTEUR

Le Centre d'information sur l'Energie et l'Environnement de Rennes recherche un objecteur pour Juin 1988, intéressé par la Maitrise de l'Energie et les Energies Renouvelables.

Formation souhaitée :

Scientifique ou thermicien, bonne connaissance du milieu associatif appréciée.

Ecrire avec C.V. :

C.I.E.L.E. (D. GUILLETIN)
48 Bd Magenta
35000 RENNES
Tél. 99.30.35.50.